

Wallonie- FRANCE

Expression libre, démocratique
et pluraliste

BELGIQUE - BELGIË
P.P.
4020 LIÈGE 2
BC 1896

N° d'agrégation P201066
Bureau de dépôt: 4020 Liège 2
Bimestriel, sept. / oct. 2008
N° 80 - 3,00 €

ASBL - ® N° dépôt : 0088398 - Exp. : 49 B, av. C. de Gerlache, 4000 Liège

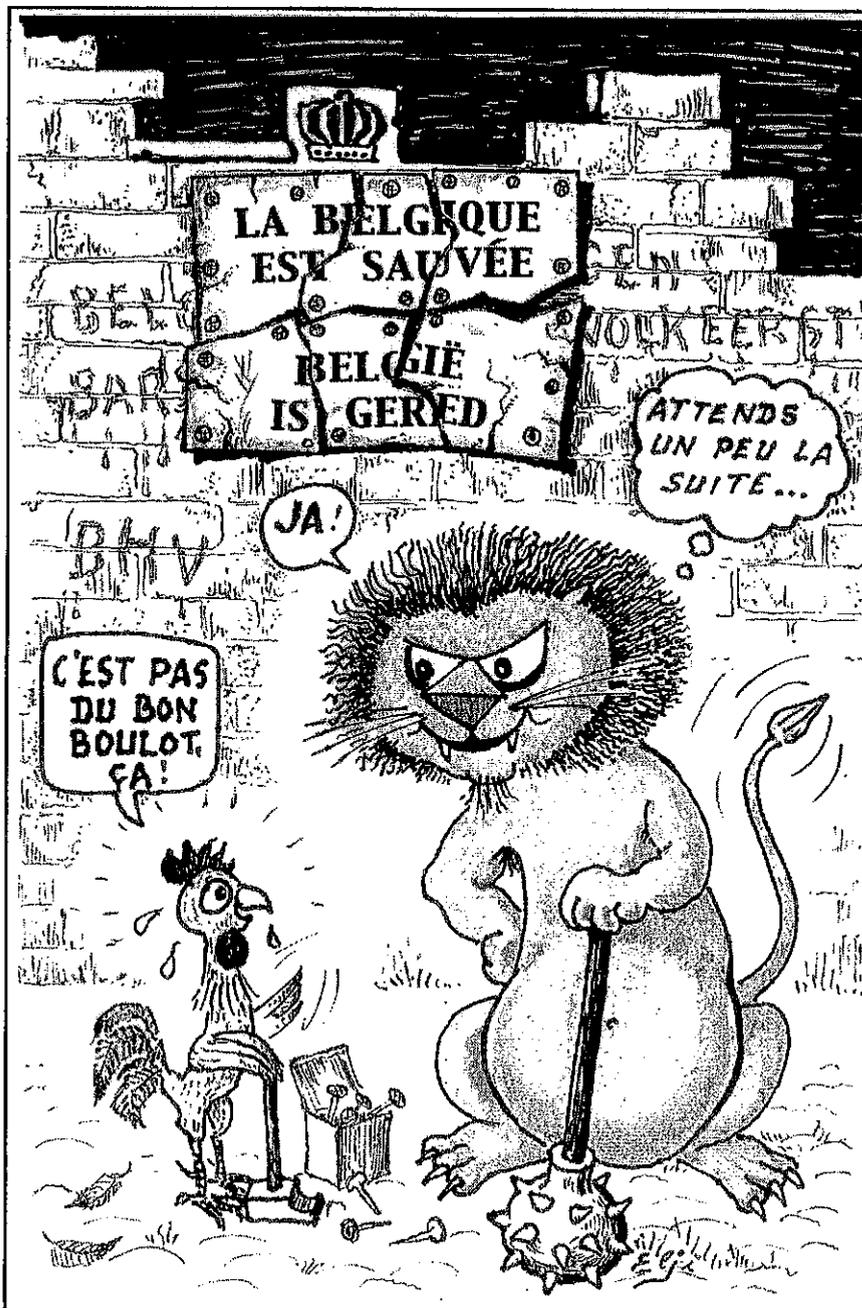
PÉRIODIQUE D'INFORMATION ET DE RÉFLEXION, FONDÉ EN 1994

Sommaire

- Brisons là, de grâce...
J. Rogissart, p. 2
- Il faut partir... sans partir !
Oculus, p. 4
- Royaume de Belgique ou Guerre de
Sécession... en douceur
M. De Middeléeer, p. 5
- Billet sur la Francophonie
P. Bertrand, p. 7
- Les jeux, p. 8
- On n'est jamais assez informé— Les
idées morbides ont la vie dure
P. Mélot, p. 9
- BHV — la carte, p. 11
- La Flandre vue de l'étranger, p. 12
- Nouvelles en vrac, p. 13
- La Belgique en deux visions, p. 16
- Nous avons lu, p. 17
- Des goûts et des couleurs
E. Fastrez-Levecq, p. 18
- Échos de Flandre / J.-P. Roos, p. 19
- Échos de France / P. Mélot, J. Liénard,
C. Opassich, p. 20
- Épinglé dans la presse
J. Liénard, p. 23
- Extraits du blogue de C. Thayse, p. 26
- Extrait du dernier livre de
P. H. Gendebien, p. 27

Encart La Nouvelle Wallonie Libre
J. Rogissart, pp. 1-4

Les articles n'engagent que leurs auteurs



Brisons là, de grâce !

Jacques Rogissart

On imaginait mal une crise gouvernementale en plein été, mais eût-on osé l'exclure en assistant aux palinodies du régime monarcho-belgicain ? Un Premier ministre embroché sur les cornes du dilemme d'être à la fois le porte-lanterne du flamingantisme et le conciliateur fédéral suprême, démissionnaire juste avant la date fatidique du 15 juillet, dans un simulacre de respect de sa parole à ses électeurs et de ses sommations aux francophones. Selon un scénario probablement convenu (et s'il ne l'est pas, c'est pire), Albert le remet en selle, soulagé — pour quinze jours ! — du fardeau communautaire, confié à trois médiateurs fleurant la naphthaline de l'unitarisme. Ensuite, on colle bien une nouvelle rustine pour faire rouler le vieux char de l'État jusqu'à la rentrée parlementaire. Après, on ne sait plus, on ne voit pas. Ce qu'il y a

Le Système survit à la petite semaine. «Il faut vivre avec», a dit M. Reynders...

de sûr, c'est que le compte n'y sera pas pour la Flandre. Patientera-t-elle jusqu'en juin pour souder les élections législatives aux scrutins régional et européen ? Ce serait de bonne logique politique, mais y a-t-il encore des pilotes aux commandes ? Le Système survit à la petite semaine. «Il faut vivre avec», a dit M. Reynders. Non, il faut agir contre et donner le coup de grâce à la fiction d'une Belgique vivant en nation.

Il est épouvantable d'écouter les dirigeants francophones seriner les anti-ques rengaines de l'unionisme. Comme ils ne se résolvent pas à user d'une pensée alternative (ils savent pourtant que l'heure en sonne au cartel de l'histoire), ils font semblant de s'en remettre à la sagesse du roi. Le roi, pauvre homme ! Le visage marqué par la fatigue et la peur, il ignore comme eux dans quel grimoire il pourrait trouver la recette magique qui redonnerait un peu

de jouvence au fédéralisme et, contrairement à nos gens, il lui est interdit de réfléchir à un après-Belgique. Aux Antilles, les zombies sont des victimes. Nos politiciens, eux, aspirent à une zombification qui les dispense de décider et d'agir, sous la férule d'un maître extérieur. Pas besoin de leur inoculer le poison par ruse, ils le préparent eux-mêmes et le boivent d'un trait, agenouillés devant une pseudo-patrie et un monarque-potiche.

Il est superflu que je démontre encore une fois combien leurs défis économiques et sociaux sentent le vieux et résonnent comme le creux, dès lors qu'ils sont traités en matières distinctes de l'institutionnel. Les Flamands ont au moins raison sur ceci que les problèmes du Nord, du Centre et du Sud sont si différents qu'ils appellent des solutions profondément différentes. Il est inutile aussi que j'insiste sur la modicité de l'accord gouvernemental de juillet en ce domaine : l'inflation et les délais d'exécution (si tant est qu'il y en ait un) en annulent les gains minuscules pour les particuliers. Mais ils s'en contentent bruyamment, tenant là un prétexte pour retirer leurs ultimatums. On pouvait cependant faire beaucoup mieux, à condition d'avoir un État qui gouverne et qui gouverne pour nous. Ils essaient malheureusement de prolonger l'existence d'un royaume dont tous les rouages grincent et dont tous les objectifs se télescopent. Et ils ont ratifié sans broncher le traité de Lisbonne qui aurait dû encore amoindrir ce que "l'Europe" laisse d'autonomie à la puissance publique, n'eût été le sursaut de l'Irlande, vaillant petit défenseur des Thermopyles de la souveraineté des peuples.

Oui, l'avenir socio-économique réclame des réformes profondes, mais ce ne sont pas les orviétans de leur pharmacopée. Ils s'agirait de redonner au gouvernement un instrument financier, desserrer le garrot de la Banque centrale européenne, protéger et stimuler quelques secteurs clés (dont fait partie l'agriculture) contre la concurrence mondiale,

mettre en place une planification incitative dont le "plan Marshall" de la Wallonie est une bonne mais insuffisante amorce, etc. Tout cela suppose une réaction ferme aux politiques de l'Union européenne. L'espérer de notre classe politique serait irréaliste — puissé-je me tromper là-dessus ! Mais la France, qui retrouve peu à peu la conscience d'elle-même, commence à renâcler. Quand elle se décidera à utiliser toute sa puissance, force sera de l'entendre. Les peuples du continent, d'ailleurs, n'attendent que cela. Et nous, qui avons toutes les raisons naturelles de la rejoindre dans les combats de son destin, nous resterions figés dans la crainte de nous retrouver, seuls et frissonnants, dans les décombres d'une maison belge qui bat ruine ?

Comme toujours, comme cela s'est passé pour les Slovaques et comme cela se passe encore pour les Québécois, les publicistes aux ordres essaient de nous terroriser par un chantage au niveau de vie. Il paraît, à les en croire, que la sécession ferait baisser celui-ci de 15 à 20%. Les chiffres économiques, évidemment, sont dociles à la voix des ventriloques, quiconque s'est mêlé à la confection des budgets publics le sait parfaitement. Commençons par remarquer que ceux-ci n'annoncent plus la catastrophe que nous promettait l'étude de fumistes qui s'intitulait (en anglais pour mieux éloigner la clarté) "The cost of non-Belgium". Ensuite, que les principaux indicateurs de l'économie wallonne attestent sa remontée en vigueur. Que, déjà, la Flandre ne nous accuse plus d'abuser des transferts à son détriment en matière de soins de santé. Qu'une bonne coopération avec Bruxelles procurera aux deux Régions francophones la masse de réserve d'une stratégie mutuellement avantageuse. Et enfin que la France n'est pas située au pôle Nord... mais n'en disons pas plus pour le moment...

La dette publique ? Ah, le vilain spectre ! Mais elle est déjà là et la sécession ne l'aggraverait pas, si le partage se >>>

fait selon les règles internationales applicables aux États successeurs. Pourquoi ne pas vendre, si besoin en est vraiment, une partie du stock d'or de la Banque nationale ? Les cours mondiaux en sont élevés et, comme disait Lénine, ce métal inoxydable convient parfaitement pour fabriquer des urinoirs. Il y a aussi pas mal de tirelires où l'on pourrait puiser : les fabriques d'églises, démesurément dotées, un gros paquet d'intercommunales dont les compétences devraient être remembrées dans un organisme unique, des "parastataux" fédéraux et régionaux dont les seules justifications sont d'éluider la transparence budgétaire et de procurer des places aux créatures de la partitocratie... Ce n'est pas l'argent qui manque, c'est la volonté et un sens de l'intérêt général que seul peut secréter une vraie nation. Un esprit républicain, en somme.

Pour en revenir à la courte durée qui est l'horizon désormais indépasseable de la vie politique belge, on ne peut attendre que coups de gueule, pannes et courts-circuits des prochains mois. Rien n'avancera avant des élections législatives qui, c'est facile à prévoir, arriveront avant terme. Croire que la NVA est à elle seule le propulseur du nationalisme flamand relève d'une ignorance épaisse de ce qu'est le nationalisme — d'où, on n'y insistera jamais assez, la Flandre tire sa force. Sans doute est-il intéressant de se demander si son cartel avec le CD&V résistera à sa déception devant la maigre moisson de leurs semailles communautaires. Mais si le VLD ou le SP.A devait prendre la barre, la trajectoire nordiste n'en serait pas déviée d'un pouce : l'échéance de 2009 est maintenant trop proche pour que l'heure soit aux concessions. Même Groen !, malgré ses bonnes manières envers Écolo,

s'écarter de moins en moins de l'orthodoxie du flamingantisme. Alors... Alors, que les francophones tiennent bon ! Ils n'étaient demandeurs de rien, il y a un an ; ils sont aujourd'hui résignés au confédéralisme, c'est bien. Ils sont devenus conscients de la valeur des enjeux bruxellois et refusent d'en rabattre là-dessus, c'est encore mieux. Mais cela ne suffit pas. Les positions en présence ne seront pas indéfiniment immobiles. C'est du mouvement que viendra la victoire. Et qu'est-ce qu'il y a au-delà du confédéralisme ? Allons, nous nous sommes compris. L'indépendance, d'abord. Une option française ne tardera pas à en surgir dans le cerveau des citoyens.

Erratum : il fallait lire dans mon article précédent, 1^{er} alinéa : "Les Flamands n'avaient pas prévu que leur offensive (...) se heurterait à une résistance aussi *longue*" (et non *large*).

États généraux de Wallonie

Placé sous la présidence de Jules Gheude, le Comité d'organisation générale des États généraux de Wallonie a tenu sa première réunion à Namur ce mardi 12 août 2008. Les modalités de fonctionnement des 4 commissions d'étude ont été adoptées.

Les coordinateurs en sont :

Claude Dejale (un État wallon indépendant) ;
Joseph Dôme (un État Wallonie-Bruxelles) ;

Paul Durieux (la réunion à la France) ;
Sébastien Cavrenne (la réunion à une autre composante européenne que la France).
Ces commissions d'étude ont pour mission de constituer un dossier présentant les avantages, inconvénients et conditions des diverses options. Elles se réuniront chacune, en toute autonomie, avec l'objectif de déposer un premier rapport à la mi-octobre (communiqué de presse).

«Les crocodiles poursuivent»

(La Libre, 01.08).



Une nouvelle espèce de sauriens, heureusement inoffensive, vient d'être découverte en Belgique francophone et germanophone. Les spécialistes l'ont déjà divisée en trois sous-espèces : MR, CDh et PS.

L'expert

Le 1^{er} août, Karl-Heinz Lambertz confie à Isabelle Philippon (*Le Vif/ L'Express*) ses impressions de "sage du Roi". Il le fait, avouons-le, avec humour. Ainsi il reconnaît qu'une formation de psychanalyste l'aurait beaucoup aidé à saisir les motivations profondes des «groupes ethniques» qui s'affrontent dans l'arène.

«Si la Belgique mûre et adulte existe un jour, conclut l'expert en fédéralisme allemand, elle sera un État fédéral à quatre composantes», travaillant en étroite coopération.

Réaliste toutefois, Herr Lambertz se dit «moins optimiste qu'avant». On le comprend...

Il faut partir... sans partir !



En voilà une exhortation ! À première vue, complètement absurde ou, au minimum, très ambiguë. Dans un cas comme dans l'autre, bien énigmatique... Bah, pensez-vous, passons : encore une idée d'un farfelu ou l'autre. — Pas si vite ! Avant d'envoyer cette petite phrase à la corbeille à papier, créditons son auteur, à tout hasard, d'un esprit en bon état de marche. Et demandons-lui de jeter un peu de clarté sur cette apparente contradiction.

À qui s'adresse cette curieuse et pressante invitation : faire à la fois une chose et son contraire ? Ne cherchez pas trop loin, ami Wallon. Cette invitation s'adresse tout simplement à VOUS ! À vous et à l'ensemble des Wallons, bien sûr. À tous les Wallons préoccupés de leur cadre de vie institutionnel actuel et prochain et qui commencent à se demander sérieusement s'il restera belge fédéral, redeviendra belge unitaire ou deviendra wallo-bruxellois, franco-français, franco-wallon ou autre chose encore. Vous riez de cet éventail de pistes qui partent dans tous les sens ? Elles vous paraissent sorties d'un esprit excessivement imaginaire, voire quelque peu dérangé ? Détrompez-vous ! Toutes correspondent à des réalités institutionnelles précises dont une seule, évidemment, sortira des tractations en cours et à venir et s'imposera à nous et à nos enfants.

Une seule, disons-nous très clairement. Car elles sont tellement distinctes l'une de l'autre, ces pistes, qu'il ne sera pas possible de les combiner. Passons-les en revue.

Si nous maintenons l'État fédéral (à deux ? à deux et demi ? à trois ? à quatre ?), la Belgique sera, si l'on peut

dire, "sauvée". Mais nous n'aurons pas fini de nous créper le chignon pour savoir qui va faire quoi, et pour combien de temps. L'énergie et le temps que nous consacrerons à tenter de régler ces lancinantes et récurrentes questions nous manqueront cruellement pour nous investir avec profit à l'échelle mondiale.

Si nous optons pour le retour à l'État unitaire (la Belgique de nos grands-parents), nous aurons ce que nous avons déjà eu et dont nous avons eu tant de mal à nous débarrasser : la domination par le plus fort en nombre. En clair : une Wallonie maintenue sous tutelle politique et économique belgo-flamande. Mais — question cruciale — cette solution nostalgique a-t-elle la faveur du partenaire flamand avide d'autonomie ?

Si nous créons, au sein de l'État fédéral belge, une fédération nouvelle — en réalité, une sous-fédération — composée de la Wallonie et de Bruxelles (au fait, de quel Bruxelles ?), le bilinguisme étroit français/néerlandais prôné par une ville qui persistera à se considérer comme la capitale d'un État fédéral bilingue continuera immanquablement à nous corseter et nous tenir à l'écart d'autres bilinguismes nettement plus ouverts et plus porteurs.

Si nous intégrons à part entière la République française, nous recouvrerons la citoyenneté dont nous avons été spoliés en 1815 lors du remaniement de l'Europe voulu par les décideurs obtus et implacables du Congrès de Vienne. Mais certains d'entre nous, par peur de l'avenir (qui n'est en réalité qu'un retour à l'avant-Belgique) et doutant piteusement de leurs propres capacités, redou-

tent cette voie qu'ils jugent trop radicale. Si nous rentrons en France graduellement, c'est-à-dire en passant par le palier d'un statut politique particulier apparenté à ceux dont jouissent de nombreux territoires français en raison de la diversité géographique et ethnologique de la Nation française (région Alsace [départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin], région Lorraine [département de la Moselle], collectivité territoriale de Corse [départements de Haute-Corse et de Corse-du-Sud], région d'outre-mer [départements de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion], collectivité d'outre-mer [Mayotte, Polynésie-Française, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna], Nouvelle-Calédonie, Terres Australes et Antarctiques Françaises, etc.), la réintégration se fera en douceur et au bénéfice des deux parties.

Cette dernière voie — vers laquelle nous glissons sans doute insensiblement par absence de consensus intra-belge sur une des autres citées plus haut — signifiera certes pour nous «partir», c'est-à-dire quitter le vaisseau belge à la dérive. Mais ce «partir» nous laissera-t-il l'arrière-goût amer des départs sans retour ? Nous imposera-t-il la souffrance d'une émigration subie telle que l'ont connue ces vagues d'Irlandais sans avenir sur leur île, ces villages entiers d'Italiens prenant la mer pour le Nouveau Monde ? Bien sûr que non ! À la différence de ces émigrants chassés de chez eux par la misère, nous ne partirons pas de chez nous : nous restons sur nos terres familières et nourricières. Nous changerons simplement de carte d'identité, la tête haute. En somme, nous aurons décidé de partir... sans partir.

Oculus

Le Royaume de Belgique ou la Guerre de Sécession en douceur

Marc De Middeléeer ancien conseiller ministériel

Alarme, citoyens !

Voici un gouvernement belge vacillant et frappé d'impuissance depuis pas moins de 15 mois : le cadre belge s'avère incontestablement caduc. Les leurre ne trompent plus : sur le fond, les points de vue, flamand d'une part et bruxellois et wallon d'autre part, sont irréconciliables. Et le Premier ministre "belge", forcément flamand, censé être l'arbitre, ne peut plus jouer *via* le système électoral que la carte des sentiments nationalistes et des intérêts des électeurs flamands. Produits de l'histoire depuis 1830, la rancune et l'affrontement du peuple flamand envers ses "concitoyens" français — sentiments maîtrisés durant une centaine d'années — ont depuis la bride sur le cou. D'où la situation actuelle de rupture.

Le divorce voulu par la Flandre profonde, qui entend être reconnue par une frontière territoriale et politique absorbant le Grand Bruxelles (métropole française et internationale pourtant !), est l'indéniable objectif.

La Flandre profite de la faiblesse de son "partenaire", la Communauté française (et, en particulier Bruxelles) encore sentimentalement attachée à ce couple belge, dont elle se retrouve le membre trompé, minorisé depuis 1960, financièrement dépendant et dès lors méprisé par ce Nord égoïste, affairiste et calculateur.

Le péril est donc redoutable.

Les Wallons et les Bruxellois vont-ils voir, en effet, leurs médiateurs "royaux" et leurs responsables politiques aller à Canossa ou à Munich pour conclure dans la peur et la faiblesse de vrais-faux compromis capitulaires et préjudiciables pour leur propre avenir, à défaut de substantielles contreparties pour le court et le long terme ? Et le

conflit communautaire n'en sera pas pour autant éteint ; il se rallumera de plus belle. Il y a tout lieu d'être pessimiste.

N'entend-on pas déjà qu'une nouvelle réforme de l'entité Belgique (cette fois plus profonde encore, la 6^e réforme en moins de 40 ans ! pour satisfaire un nationalisme flamand déterminé) est raisonnablement envisageable ? Et cela, ô ironie, pour n'être pas accusé d'avoir amené la fin du pays, le roi, inspiré par le sérail politique, invoqua lui-même dans son discours de la "fête nationale" (pour quelle nation ?) la nécessité d'une "grande réforme institutionnelle". Pourtant, les yeux se sont enfin ouverts. Les discours anesthésiants des francophones perdent de leur effet. Les titres se bousculent jour après jour : "*La Belgique en sursis*"; "*Belgique requiem*"; "*Le méthodique détricotage du pays*"; "*La dernière cartouche du Roi*", etc. Il aura fallu du temps pour comprendre. Et le remède prétendument salvateur est annoncé maintenant par tous, par les partis et les politologues les plus sérieux : le **confédéralisme** !

Le processus de dislocation d'une Belgique (aux deux nations sans langue commune) suivra ainsi son cours. Les étapes précédentes en ont montré la progression :

1921 — reconnaissance d'une frontière linguistique ;
1962 — fixation arbitraire de cette frontière, précédée à dessein du sabotage par les autorités flamandes du recensement linguistique local ;
1970 — "l'État unitaire est dépassé par les faits", constate G. Eyskens, Premier ministre "belge", reconnaissant par là que la Belgique ne forme plus "une unité politique";
1993 — art. 1^{er} de la Constitution : "La Belgique est un État fédéral". Sous l'apparence d'un "fédéralisme d'union", des institutions et mécanismes confédé-

raux sont, en réalité, déjà bien installés: suppression des partis nationaux belges ; autonomie politique des entités fédérées (Communautés et Régions) dans leurs compétences propres sans aucun droit d'arbitrage ou de tutelle du pouvoir fédéral ; aucune prépondérance des lois fédérales belges sur les décrets et ordonnances des entités fédérées ; pouvoir de ces entités de nouer des traités internationaux dans leurs compétences propres. Et, *last but not least*, les décisions du gouvernement fédéral et l'adoption des principales lois institutionnelles belges sont tributaires de l'accord des deux composantes, française et flamande, du pays. Il n'y a déjà plus de gouvernement belge, mais bien une "**conférence diplomatique permanente**". L'impasse et le blocage décisionnel en attestent à suffisance. Est-ce sage de s'entêter dans une structure collective belge artificielle ?

Une solution pernicieuse

La Flandre, excipant de la loi du nombre et forte de sa foi nationaliste, de son pouvoir financier, et usant de son chantage à l'éclatement du pays, nous conduit à la fausse solution : la Confédération belge des États flamand et français, chacun autonome avec ses moyens respectifs. De là son exigence logique d'écarter de la négociation la Région de Bruxelles. *Le Vif/L'Express* (31.07) met parfaitement en garde : «*la thèse flamande classique se fonde sur une Belgique à deux (Flandre et Wallonie), reléguant la capitale au rang de territoire cogéré ! Ce n'est pas innocent. En cas de scission du pays, il serait alors plus difficile aux Wallons et aux Bruxellois d'unir leurs destinées*». D'autant plus que par la scission, exigée dans cette perspective, de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, la Région francophone du Grand Bruxelles >>>

serait totalement enclavée en territoire flamand, la frontière linguistique "étant une frontière d'État depuis les années 60"... comme le concevait tout récemment le ministre belge des Affaires étrangères Karel De Gucht.

Or, en terre flamande, les Belges non-Flamands reçoivent aujourd'hui une qualification et un traitement d'immigrant et les mesures de flamandisation de Bruxelles et de sa périphérie — fussent-elles antidémocratiques, anti-constitutionnelles ou discriminatoires — se multiplient impunément. Belles perspectives pour les francophones dans la future Belgique confédérale !

«*Comprenons-nous bien*, souligne Ph. de Schoutheete, ancien ambassadeur de Belgique auprès de l'UE, dans *Le Livre* (28.07), *le mot "confédéral" est devenu un mot clé dans le débat politique (...)* il est essentiel d'en clarifier la portée». Et de préciser : «*Les Allemands parlent de "Bundesstaat", au singulier (c'est l'État fédéral) et de "Staatenbund" au pluriel (c'est la confédération d'États) (...)* Il existe des États fédéraux et il a existé (généralement de manière précaire) des Confédérations, mais il ne peut pas exister "un État confédéral" (...) Dès lors, une grande partie du milieu politique flamand, qui prône un modèle confédéral, est implicitement mais nécessairement "séparatiste", peut-être pas sans le savoir». Yves Leterme, père du fidèle partenaire du premier parti de Flandre avec les indépendantistes de la NVA, mais néanmoins Premier ministre de Belgique (!), est de ceux-là, lorsqu'il déclare «*qu'il faut réaliser le confédéralisme*».

Un confédéralisme vicieux

Il faut bien comprendre que le Nord vise un confédéralisme vicieux qui conserverait, pour la scène internationale et l'UE en particulier, la façade d'un royaume de Belgique protocolaire, justifiant ainsi la mainmise, sinon la tutelle de la Flandre sur le Grand Bruxelles francophone. L'État belge — donc ses organes, pouvoirs et moyens fédéraux — serait réduit à une coquille vide. La Flandre et la Wallonie assumeraient leur souveraineté et charges respectives dans les domaines essentiels de l'économie, de la sécurité sociale, de la fiscalité, de la recherche scientifique, de

la justice, des infrastructures et travaux publics. Telles sont la logique et la dynamique de concurrence et d'éloignement de la Flandre !

Le sénateur et constitutionnaliste Francis Delpérée l'a fort bien dit : «*Le confédéralisme est le fédéralisme des cons*»

Dans cette Guerre de Sécession masquée

Qui, cependant, espère raisonnablement y trouver l'Abraham Lincoln belge, cet homme fort à la hauteur de la crise existentielle de cette Belgique divisée sur le plan ethnique ? Celui qui, comme aux États-Unis d'Amérique (authentique État fédéral) renforcerait substantiellement le pouvoir central et par là l'unité et la solidarité citoyenne, qui rétablirait la prépondérance de la Charte fondamentale et des lois fédérales sur les normes et décisions des entités fédérées ? Où trouver cet homme providentiel ?

Allons, cessons de rêver ! Foin de sentimentalisme romantique. La politique n'est pas affaire de sentiments mais de rapports de force et d'intérêts. Et, lorsqu'on entend les trois médiateurs "royaux" entrevoir une éclaircie, on entend Machiavel, conseiller du Prince, nous dire : «*les hommes sont si simples, et ils obéissent tant aux nécessités présentes que celui qui trompe trouvera toujours qui se laissera tromper*» (*Le Prince*, XVIII).

Comme le relève le journaliste C. Askolovitch (*Le Nouvel Obs*), «*La Flandre a les idées claires. Elle veut jouer seule. elle est prospère, mondialiste et nationaliste à la fois. Elle joue de ses martyrs et de son argent (...)* La Wallonie, elle, n'a pas fabriqué sa légende. Elle se croyait belge et est entrée dans la bagarre séparatiste à reculons. Cela va changer. Mais ça n'a rien d'évident. Car les Wallons ont pris l'habitude de subir les agendas des autres». Nostalgie, manque de caractère et de vision, insigne faiblesse.

Lueur d'espoir

«*Un Wallon sur deux se verrait bien Français*» titre *Le Soir* et «*les Français y sont ouverts à 60%*».

«*Un résultat en progression spectaculaire sur quelques mois : une enquête de l'UCL, réalisée entre le 10 octobre 2007 et le 15 janvier 2008, évaluait la*

proportion de Belges, en faveur de cette issue du rattachement à la France, à 29%».

Et Jacques Attali : «*S'ils étaient consultés demain sur l'éventuel rattachement des francophones de Belgique à la France, 95% des habitants de l'Hexagone répondraient favorablement.*» Et ces mots adressés par le président Chirac à l'Élysée le 30 juin 1996 à une délégation liégeoise : «*C'est une région qui fait honneur à la culture française. C'est dire l'estime, l'affection, l'amitié que nous éprouvons pour vous... Aujourd'hui, ce ne sont pas des visiteurs étrangers qui sont présents à l'Élysée mais des compagnons, des frères...*»

Toute la réflexion nous renvoie à la carte blanche de P.-H. Gendebien (*Le Soir*, 30.07). Extraits : «*Qui peut sérieusement croire au succès de la mission des "trois rois mages" désignés comme facilitateurs, sauf à souscrire d'avance à un futur Munich communautaire ? (...)* Certains évoquent un nouveau placebo en forme de trompe-l'œil : un confédéralisme imaginaire, mystérieux radeau de la Méduse politico-juridique dont l'insaisissable définition navigue entre le séparatisme masqué et le fédéralisme régénéré. Laissons là cette fausse-bonne idée et cessons de nous voiler la face. Convenons-en, le fédéralisme belge est frappé d'un mal incurable d'autant plus qu'il se fonde sur un mécanisme de scissiparité. C'est un échec historique. (...)

Avoir le courage de préparer en temps utiles un autre avenir, c'est également se prémunir contre une très sérieuse menace de désordre politique, voire d'anarchie (...) Il va de soi qu'à nos yeux, le meilleur avenir pour les Wallons et les Bruxellois consistera à se tourner **sans délai** vers la France, surtout s'ils veulent éviter tout à la fois le désordre post-belge, l'insécurité financière, sociale, politique, et le huis-clos.» Réfléchir, sans plus de tabous émotionnels, se donner un destin au sein d'une collectivité nationale, signifiante, cohérente et sympathique, hors mépris et querelles Nord-Sud incessantes, tous ensemble dans cette patrie française dont la langue et la culture sont les nôtres. La marche de l'histoire — l'actualité le démontre avec force — nous y conduira désormais sans délai. ■

BILLET SUR LA FRANCOPHONIE

Activités francophones

Pierre Bertrand, sénateur honoraire

Entourées d'une discrétion injustifiée, les manifestations de la Francophonie se sont multipliées récemment sur tous les Continents.

Sur une initiative française, la fête de la musique est maintenant partout, du lointain Vanuatu au petit Luxembourg. Le Printemps des Poètes rapproche des pays aussi dissemblables que la Bulgarie et Madagascar. L'Afrique francophone ne se limite pas à ses chanteurs qui séduisent aujourd'hui l'Occident : le cinéma, la photographie, le théâtre, la littérature, les arts premiers pénètrent nos cités, jusqu'à plusieurs grandes villes américaines. En 1966, Léopold S. Senghor avait organisé le premier festival mondial des arts nègres : le Sénégal vient, en juin, de rééditer l'événement. L'année 2006, centième anniversaire de sa naissance, a vu se multiplier les occasions de rappeler le rôle universel du père de la négritude, tant au Cambodge, au Québec, qu'en Égypte, en Pologne, en Chine, au Brésil, en Italie, en Inde, en Iran, au Portugal. Les Postes de plus de vingt pays ont édité un timbre spécial à son effigie, tandis que de nombreuses municipalités ont baptisé une place, une rue ou un boulevard du nom de Senghor.

Le Québec a spécialement fêté le livre lors de l'inauguration de sa Grande Bibliothèque, riche de 4 millions de documents sur 33.000 m². Le salon du livre de Montréal, avec son festival littéraire international, a soutenu le marché francophone de la poésie sous l'égide des "Bouquinistes du St Laurent". Les journées québécoises du cinéma africain et créole ont rendu un hommage particu-

lier au Sénégal et au Maroc. Les Francophiles de Montréal connaissent une notoriété mondiale, que rejoint le festival du théâtre des Amériques. Les manifestations (septembre 2005 - février 2006) "Québec/Wallonie/Bruxelles : depuis 25 ans et pour longtemps" ont rapproché fraternellement nos régions par-dessus l'Atlantique. Le Nouveau-Brunswick n'est pas en reste avec sa Francofête, les 25 films produits dont 21 en français, le salon du Livre, la semaine de la Fierté française, les arts visuels en Acadie.

L'*Hebdo* de Lausanne a souligné la vitalité de nos artistes et créateurs de la Communauté Wallonie-Bruxelles : les frères Dardenne devenus habitués lauréats du Festival de Cannes, le Goncourt attribué à F. Weyergans et le Médicis à J.-Ph. Toussaint (2005). De nombreux comédiens dont on oublie la nationalité d'origine, autant que des artistes de variété, se fondent naturellement dans la grande famille française.

Au Viêt Nam, un échange privilégié s'est établi avec la France, le Canada et Wallonie-Bruxelles, qui culmine lors du mois de la Francophonie. En retour, le Viêt Nam s'investit dans sa représentation culturelle lors des Festivals d'Avignon, de Paris ou de Bruxelles. Le festival biennal de Hué accueille divers films francophones primés à Cannes. Un Centre culturel vient d'y être inauguré, qui contribue sur place à la diffusion du livre en langue française (25 titres en 2004-2005).

Au Cambodge, il en est de même : une dizaine de titres y ont été publiés, des disques, un téléfilm en français, le festival Ciné-Mékong et les Nuits chorégraphiques d'Angkor, qui illustrent le maintien d'un cousinage vivace.

En Europe, il n'est pas de pays qui ne marque son attachement à la langue française, depuis Andorre avec "Frontière-Fontera" jusqu'en Lituanie offrant au film français une présentation privilégiée lors du Printemps de la Francophonie. La France a concrétisé en 2006 le projet lancé au Sommet de Beyrouth en 2002, sous l'appellation "francoffonies". La Francophonie mondiale était invitée à venir en France avec des créateurs et des artistes de plus de soixante pays représentant les cinq Continents, deux mille personnalités, quatre-cents manifestations pour illustrer notre langue. Au-delà d'une série de spectacles, il s'agissait d'exprimer "une certaine idée du monde" selon le secrétaire général de l'OIF, Abdou Diouf. Quarante écrivains issus de tout l'espace francophone ont réalisé un tour de France incluant notamment Bordeaux, Clermont-Ferrand, Limoges, Lyon, Toulouse... Toutes les musiques ont résonné partout. Le théâtre et la danse, la photographie, les arts plastiques, l'enseignement, l'enfance, le Droit, l'Europe, l'économie, l'immigration ont justifié colloques et rencontres.

Au fait, le saviez-vous?

Source : La Francophonie dans le monde, 2006-2007. Rapport de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Le 9 août à Pékin...

MM. Abdou Diouf, ancien président du Sénégal et actuel secrétaire général de l'OIF, et Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre, se félicitent du maintien du français en tant que première langue des JO.

À la grande satisfaction de tous les pays de la Francophonie.

(capté sur Arte au JT de 19 H 45).

Francophonie, vaste programme

Petit jeu pour mieux nous connaître

Notre vie est inondée de termes anglo-américains. Pourtant, le terme propre existe très souvent en français. Le connaissez-vous ?

1. **Coach** (cadre chargé d'améliorer les compétences et la réussite professionnelle d'un individu ou d'une équipe) ;

2. **Marketing** (ensemble des actions destinées à détecter les besoins et à adapter en conséquence et de façon continue la production et la communication) ;

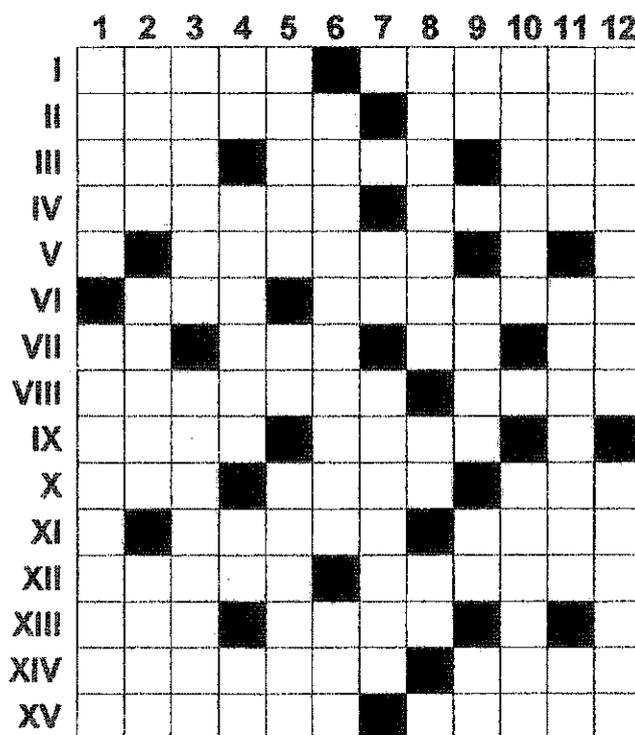
3. **Mailing** (prospection, démarchage ou vente par voie postale) ;

4. **Phishing** (technique de fraude visant à obtenir des informations confidentiel-

les, telles que des mots de passe ou des numéros de cartes de crédit, au moyen de messages ou de sites usurpant l'identité d'institutions financières ou d'entreprises commerciales) ;

5. **Scoop** (information importante ou à sensation donnée en exclusivité) ;

Solutions p. 25.



Mots croisés / N°80

L'automne - des fruits

HORIZONTALEMENT : I. Fruit — Fruit. II Fruit — Fruit d'une forte aspiration. III. Cours suisse — Mie — Précédant à tac. IV. Réjouit — Fruit (bis). V. Te serviras. VI. Comme certain fruit — Fruits. VII. Déesse — Long temps — Usée finalement — Île ? VIII. Fruits — Être hors d'accord. IX. Vibration — Poils aux yeux. X. Elue — Auteure — Près de Liège. XI La bagarre — Demande justice. XII. Précède un thème — Pièges étroits. XIII. Règle — Ville normande. XIV. Fruits — Un fruit du lait. XV. Port anglais — Fruit.

VERTICALEMENT : 1. Fruit — Fruit. 2. Garnit — Va bien — Fruit. 3. Fruit — Pédigree. 4. Courte minute — Discipline — Blanc, jaune ou noir — Bouts de coquelet. 5. Vaut — Eclaté — Fruit. 6. Apparitions — Genre. 7. Or savant — Monstres marins. 8. Stérilisation — Laize — Pige. 9. Sans rien — Sont méchants ? — Devance la qualité — Finit terminer ! 10. Part d'avoir — Tenace. 11. Pas clair du tout ! — Enfonce — Berge. 12. Flatter — A l'huile.

Ch. Baré

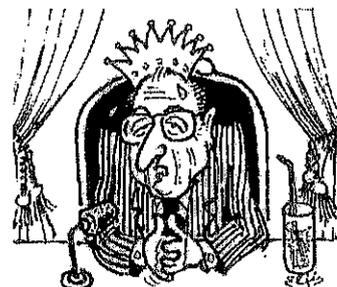
Extrait du blog de Claude Thayse,
mercredi 30 juillet 2008

Une médiation internationale pour sauver la Belgique ?

Belga : "Le sénateur bruxellois MR Alain Destexhe est convaincu que la Belgique a besoin d'une médiation internationale pour sortir de la crise actuelle. Pour lui, cette solution offre la meilleure chance d'aboutir à un nouvel accord communautaire. Il avance même un nom. Celui du Haut commissaire aux minorités nationales de l'OSCE, le Norvégien Knut Vollebaek".

Vollebaek ? *Vollenbak* ? Évidemment, un nom qui devrait plaire à nos voisins du Nord... et il faut faire vite... une fois ! Plus sérieusement, ça finira comme ça. Sauf que la médiation portera sur les conditions de la partition.

MESDAMES, MESSIEURS, POUR SAUVER MON TRÔ... EUH... NOTRE PAYS, JE VAIS FAIRE APPEL À L'ONU, L'OTAN, L'UNESCO, LA FAO L'EUROPE, L'OMC, LE FMI, L'UNIVERS SANS FRONTIÈRES, LA SPA ET... L'AMI ELIO!





On n'est jamais assez informé

Pierre Mélot

Un journal vespéral de la capitale encore belge a publié récemment (2.7.2008) un billet d'humeur qui vaut à la fois son pesant de signal d'alarme et... de douce ignorance. À lire ce billet, nous sommes étonnés que son auteur s'étonne de la situation qu'il décrit ! N'empêche, nous lui sommes très reconnaissants d'avoir rédigé cette espèce de mini-reportage, car il nous donne l'occasion de répéter les constatations que les rédacteurs de *Wallonie-France* (et parmi eux, pas seulement les germanistes) serinent depuis très longtemps. Lesquelles constatations, manifestement, réclament encore quelques articles chocs pour percoler dans les esprits des Wallons et de leurs dirigeants. Ajoutons ceci : si d'aventure notre mise au point tombe entre les mains de ce billettiste bruxellois, nous aurons en même temps la satisfaction de lui avoir appris quelque chose. Mais avant de développer une fois encore nos propres observations, nous invitons le lecteur à prendre connaissance du billet d'humeur en question qui est un tableau très révélateur du cul-de-sac linguistique dans lequel l'État belge nous force à vivre en Wallonie. Nous nous sommes permis d'élaguer un peu ce billet afin de centrer l'attention sur l'essentiel.

Liège n'a pas encore pris la mesure de l'essor allemand

Mardi, 10 h 30. Un ICE (*) de marque Siemens arrive dans la nouvelle gare des Guillemins. Une délégation allemande en sort. Sur le quai, le gouverneur Michel Foret et le ministre Marcourt accueillent le ministre régional des Transports du Land de Rhénanie-Westphalie accompagné de « sa » chambre de commerce. Il entame une

visite des trois « ports », comme il dit : la nouvelle gare TGV, Liège Airport et le futur Trilogiport. « Je suis là pour nouer des partenariats entre voisins », explique le ministre Oliver Wittke. Vincent Bourlard, directeur d'Euro-Liège TGV lui présente — en français — la gare et le futur aménagement du quartier des Guillemins, version Calatrava. Pas de bourgmestre ou d'échevin liégeois (...) pour présenter le projet de la Ville. Première occasion ratée d'informer le voisin allemand sur un grand projet liégeois.

Par la suite, la délégation prend la direction de Bierset où, en anglais et en allemand, on parle beaucoup de TGV fret et de cargo aérien. Enfin, direction le Port autonome où là — ouf ! — le mayer est présent. Dans la délégation, on s'étonne du peu d'entrain à parler la langue de Goethe. « Nous sommes si proches », déclare l'ambassadeur d'Allemagne à Bruxelles qui a pris son bâton de pèlerin pour sensibiliser l'Ulg à envoyer ses étudiants Erasmus en Allemagne. « Sur un semestre, seuls 15 étudiants sont venus chez nous. C'est trop peu ! » Le ministre allemand ajoute que, près de la frontière allemande, il y a 12.000 jobs disponibles pour les Wallons. Il faut juste maîtriser un minimum la langue allemande. (...) Encore faudra-t-il prendre des mesures pour favoriser l'apprentissage de l'allemand.

(*) TGV allemand.

« Encore faudra-t-il prendre des mesures pour favoriser l'apprentissage de l'allemand », conclut, sans trop d'espoir sans doute, le rédacteur de cette séquence germano-wallonne. Quelles mesures ? Il n'en souffle mot, le finaud, laissant à d'autres (qui ?) le soin de les élaborer et de les prendre à sa place. Mais puisque la voie est grande ou-

verte, engouffrons-nous-y et apportons notre solution.

Un préalable est nécessaire pour comprendre où nous en sommes. Où et quand le citoyen wallon (pas seulement liégeois !) apprend-il une ou plusieurs langues étrangères ? Le point complet sur cette question a été fait dans le numéro 75 (nov./déc. 2007) de *Wallonie-France* (auquel nous renvoyons le lecteur). Mais il n'est pas inutile d'en rappeler brièvement les grandes lignes, notamment pour les nouveaux abonnés.

Le parcours polyglotte du Wallon démarre en 5^e année primaire et se poursuit en 6^e par l'apprentissage d'une langue étrangère à raison de deux heures par semaine (cours devenu obligatoire en 1998). Langues proposées : l'allemand, l'anglais, le néerlandais. Il faut rappeler que, pendant de très nombreuses années, la plupart des écoles du réseau libre catholique, primaires comme secondaires, ont présenté le cours de néerlandais première langue étrangère comme obligatoire afin de favoriser la communication et de maintenir les liens avec la très catholique population de Flandre, écartant de ce fait une part importante des élèves wallons du bilinguisme français / allemand, autrement plus porteur d'avenir et de rentabilité.

Dans l'enseignement secondaire, il faut distinguer. Dans l'enseignement général (catégorie la mieux fournie en cours de langue), la majorité des élèves suivent deux cours de langue étrangère, rarement trois (même choix qu'au niveau primaire) à raison de quatre heures par semaine pour chaque langue, parfois deux heures seulement pour la deuxième langue. Dans l'enseignement technique, le plus souvent une seule langue étrangère est enseignée, >>>

parfois deux, à raison de quatre ou deux heures par semaine. Dans l'enseignement professionnel, pas de langue étrangère (sauf cas très rares).

Dans l'enseignement supérieur, quasi plus de langue étrangère sauf, bien entendu, dans les sections linguistiques des universités et des hautes écoles pédagogiques, et quelques rares facultés ou orientations qui proposent un cours de langue axé sur la spécialisation choisie (le plus souvent en anglais). Enfin, quelque 110 écoles primaires et secondaires wallonnes dispensent un enseignement selon la méthode immersive (mêmes langues que ci-dessus). Mentionnons aussi l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement à distance. À Bruxelles, c'est très simple: néerlandais obligatoire pour tout le monde comme première langue étrangère.

Il découle de ces conditions d'apprentissage que :

1. À l'heure du choix, un ordre de priorité est évidemment établi entre les trois

langues proposées en fonction de divers critères (importance numérique, économique, culturelle des langues en présence ; situation géopolitique de la Belgique dans le monde et de la Wallonie au sein de l'État belge ; aspects familiaux ; etc.).

2. Si la possibilité existe (en vertu de la législation scolaire existante) et s'il reste du temps, de l'énergie ainsi que les capacités et la motivation, l'étude d'une deuxième langue sera abordée dans l'enseignement secondaire (principalement général). Quant à l'apprentissage d'une troisième langue, seule une petite minorité d'élèves s'y consacreront.

3. Il résulte des deux points précédents que les deux langues choisies le plus souvent en Wallonie sont : 1^{re} langue, l'anglais; 2^e langue, le néerlandais, ou l'inverse. Pour la 3^e langue: étant donné le nombre très réduit d'élèves disposés à en apprendre une, il n'y a donc (quasi) aucune chance pour l'allemand d'être retenu.

CONSÉQUENCE :

dans la Belgique fédérale actuelle, comme dans une éventuelle Belgique "résiduelle" formée de la Wallonie et de Bruxelles (où l'influence flamande continuerait à peser d'un poids certain), il est STRICTEMENT IMPOSSIBLE de voir l'allemand égaler, encore moins supplanter le bilinguisme français / anglais ou français / néerlandais. À côté de l'anglais qui s'impose partout, le néerlandais parlé au Nord du pays exclut toute motivation sérieuse et toute possibilité légale d'apprendre l'allemand à grande échelle en Wallonie.

CONCLUSION

(absente du billet d'humeur ci-dessus !)

La Wallonie doit IMPÉRATIVEMENT sortir du cadre étroit de la Belgique si elle veut favoriser l'apprentissage et la pratique généralisés de l'allemand. Tout le reste est littérature.

Les idées morbides ont la vie dure...

Telles celles (*) émanant de ce professeur de l'université de Louvain au nom d'origine française mais flamandisé et lesté d'une particule lors de l'arrivée (probable) de ses ancêtres en Belgique : le nommé Philippe Van Parijs. Ce docte professeur ne se fait-il pas, parmi un fatras de suggestions "révolutionnaires" du genre usine à gaz, le chantre de la Belgique de son cœur : un tiers bruxelloise, un tiers flamande et un dernier tiers... anglo-américaine, juste ce qu'il faut pour hisser sa Belgique à lui au niveau planétaire ?

À suivre les préceptes de ce penseur belge qui a le chic pour se projeter... dans le passé, il faut « rendre enfin possible un effort d'une vigueur sans précédent pour équiper tous ceux et celles qui grandissent à Bruxelles de la triple compétence linguistique qui leur sera toujours plus précieuse pour vivre et travailler dans leur ville ou pas trop

loin : cette petite ville à dominante francophone, enclavée en territoire néerlandophone, et chaque jour un peu plus capitale d'une Europe elle-même chaque jour un peu plus anglophone. »

On a bien compris le message (proclamé dans la rubrique FORUM du journal LE SOIR du 23 juillet dernier) :

1. En dehors de Bruxelles (ou pas trop loin), pas de salut.
2. Seul compte le trilinguisme français, néerlandais, anglais (en opposition radicale avec l'article précédent « On n'est jamais assez informé »).
3. Pas un mot de la Wallonie, sauf implicitement (un fédéralisme des Régions, au service de Régions plus fortes, etc.).

La Flandre, par contre, est bien présente dans ce projet (*Kris Peeters parle de révolution copernicienne, Merci à Yves Letferme, etc.*). Tellement présente qu'elle pointe le bout du nez plutôt deux fois qu'une, et même à l'insu du professeur lui-même. Un exemple d'apparence banale échappe, dès la première phrase, au subconscient professoral. Il suffira à faire jaillir sa nature profonde au grand jour. Quand on écrit

« La fête nationale est derrière le dos », se rend-on compte qu'on a "parlé flamand en français" ? Se rend-on compte qu'on a traduit mot à mot « De nationale feestdag is achter de rug » ? Se rend-on compte qu'on aurait dû dire, pour être compris en français : « La fête nationale est derrière nous » ? Pas sûr... Autre chose : quand on considère Bruxelles « chaque jour un peu plus capitale d'une Europe chaque jour un peu plus anglophone » n'a-t-on pas un peu oublié, comme beaucoup d'autres, que l'Europe n'est pas un État et que, prudemment, elle ne s'est choisie aucune capitale, mais a simplement élu trois villes, dans des pays différents, pour y installer (durablement ?) le siège de ses institutions ? Et quand on lit la suite de cette carte blanche (plutôt grisâtre !), on se demande bien ce qu'il y a d'intéressant à en tirer pour la Wallonie. Il est vrai que le titre faussement séditionnaire « Vive la révolution belge ! » ne laissait aucun doute sur la question. . .

Pierre Mélot

(*) Réforme de l'État à la flamande, Wallonie minorée, communautarisme déguisé, suppression du cordon sanitaire à l'égard du *Vlaams Belang*, etc.

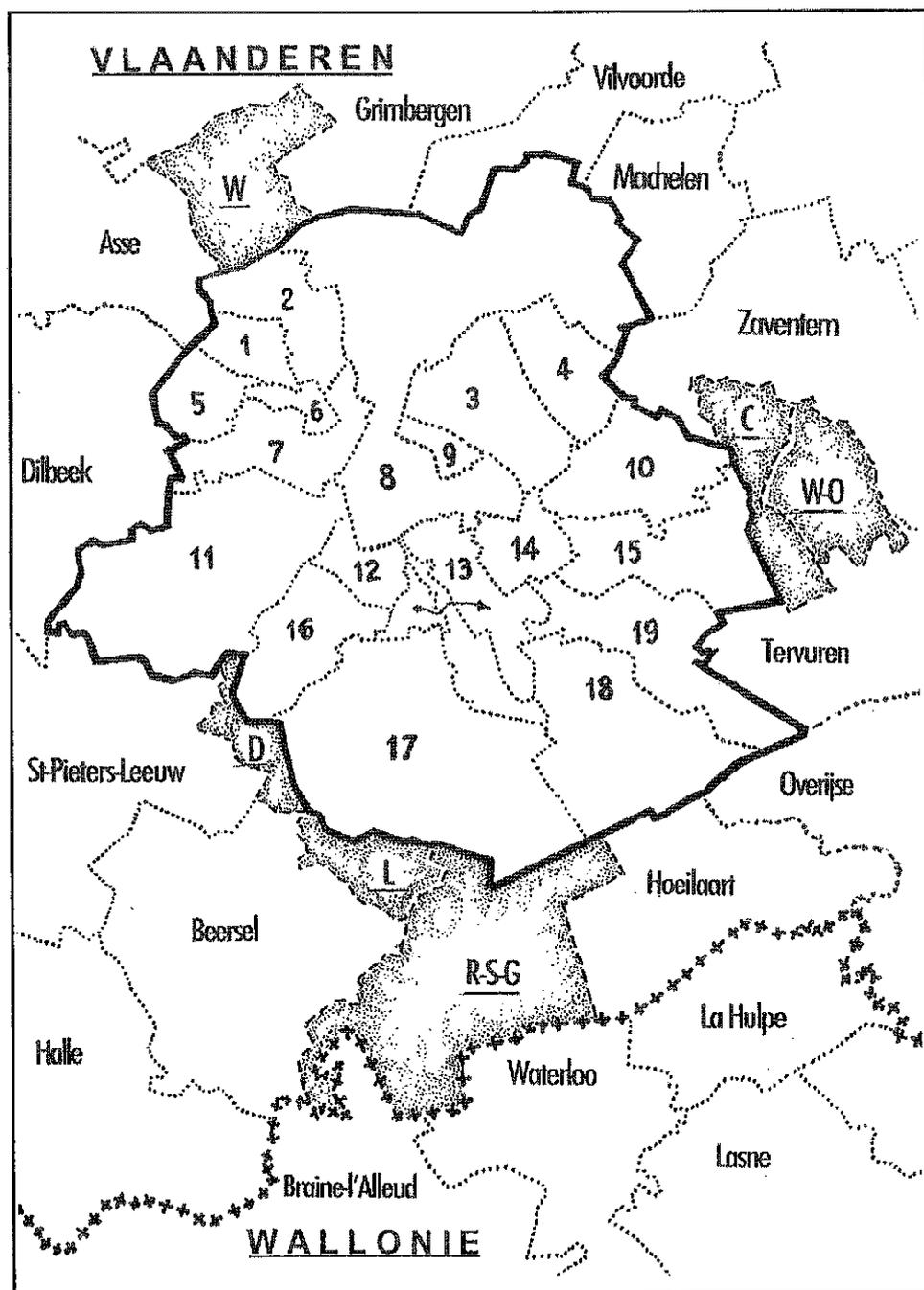
À l'intention notamment de nos amis français, Wallonie-France croit nécessaire de reproduire la carte administrative de Bruxelles et de sa périphérie. On remarquera les 6 communes dites à facilités où les francophones sont quotidiennement victimes de brimades linguistiques de la part des pouvoirs flamands (voir des exemples p. 23 et 24).

Arrondissement de Bruxelles-Capitale

1. Ganshoren
2. Jette
3. Schaerbeek
4. Evere
5. Berchem-Site-Agathe
6. Koekelberg
7. Molenbeek-St-Jean
8. Bruxelles
9. St-Josse-ten-Noode
10. Woluwe-St-Lambert
11. Anderlecht
12. St-Gilles
13. Ixelles
14. Etterbeek
15. Woluwe-St-Pierre
16. Forest
17. Uccle
18. Watermael-Boitsfort
19. Auderghem

Les 6 communes à facilités

- W: Wemmel
 C: Crainhem
 WO: Wezembeek-Oppeem
 R-SG: Rhode-Saint-Genèse
 L: Linkebeek
 D: Drogenbos



Linguistiquement correct ou ...

Au mois de juillet, trois jeunes guides bruxelloises francophones, en vacances quelque part en province de Liège, visitent une propriété classée. Dans la conversation avec le maître de céans, elles expliquent que, habitant Rhode-Saint-Genèse, elles sont élèves dans une école flamande où l'usage du français est strictement interdit. Un premier manquement au règlement est passible d'une punition et, en cas de récidive, la direction brandit la menace de l'exclusion définitive.

Ainsi va la vie scolaire à la flamande !



La Flandre vue de l'étranger

Nous reproduisons ci-dessous l'interview en deux parties que Jean Quatremer, le correspondant à Bruxelles du journal français *Libération*, a accordée à la présentatrice du journal télévisé de la RTBF Ophélie Fontana le mercredi 16 juillet dernier dans l'édition de 19 h 30.

Cette interview est le reflet franc et précis de l'opinion que s'est faite au fil du temps la presse étrangère (pas seulement française, consultez Internet) quant au climat délétère distillé par la majorité flamande de Belgique à l'égard de la minorité francophone. Par souci de ne pas altérer le caractère spontané d'une conversation en direct, nous avons maintenu fidèlement, dans notre transcription, la liberté de ton et les hésitations des deux interlocuteurs.

La séquence que vous allez lire fait suite à celle intitulée: «*Une société flamande ne s'adresse plus qu'en néerlandais à sa clientèle*». Pour rappel, il s'agissait de la situation vécue par une Wallonne qui s'était vue flouée par une société de Turnhout après avoir répondu à une offre de cette société de chèques-hôtel.

Ophélie Fontana : Et ces cas de discriminations linguistiques, plus largement, la crise politique en Belgique, la presse internationale s'en fait l'écho. Ce matin encore, le quotidien français *Libération* en fait sa une. Trois pages y sont consacrées et celui qui rédige ces articles, c'est Jean Quatremer. Il est avec nous. Bonjour.

Jean Quatremer : Bonjour.

O. F. : Alors, quand on voit encore ce nouvel exemple de discrimination linguistique — je vois déjà... vous rigolez — quelle image ça donne de la Belgique en France ?

J. Q. : Une image catastrophique. Et encore une nouvelle fois — et c'est bien le problème des Flamands aujourd'hui — c'est qu'ils apparaissent comme étant les "bad guys" de l'histoire, les "mauvais garçons". C'est eux qui se livrent à des discriminations à l'égard des francophones...

O. F. : Les francophones sont mieux vus, donc ?

J. Q. : Évidemment, puisque c'est eux qui, aujourd'hui, sont victimes de discriminations. Parce que, bon, là, c'est une anecdote qui montre d'ailleurs au passage...

O. F. : C'est révélateur, quand même, d'un climat.

J. Q. : C'est révélateur et, surtout, ça montre une certaine stupidité de la part des... de l'entreprise flamande en question parce que la Flandre est une région riche qui pourrait presque se payer la Wallonie et Bruxelles et qui ne le fait pas, et qui préfère vivre sur elle-même, entre les gens parlant flamand, pratiquant la même religion, la même culture. Bon, c'est une vision du monde que je trouve quand même singulièrement étriquée.

Mais ce cas n'est pas isolé, parce qu'il faut prendre un peu tous les cas de discrimination qu'on a autour de Bruxelles. C'est-à-dire, ce qui a choqué la communauté internationale, c'est l'affaire du «wooncode», le code du logement qui réserve les logements sociaux aux gens qui apprennent...

O. F. : Pour ceux qui parlent le néerlandais...

J. Q. : Voilà, qui apprennent le néerlandais. Il y a Zaventem, la vente de logements sociaux, etc.

O. F. : Il y en a plein.

J. Q. : Il y a plein d'exemples d'interdictions de parler français : le bureau de dénonciation à Overijse en banlieue bruxelloise et ainsi de suite. Donc... l'image qu'on a quand même, c'est celle d'une... d'une guérilla ethnique, linguistique, ethno-linguistique que mènent les Flamands terrorisés par quoi ? — on se le demande d'ailleurs — par la tache d'huile francophone, disent-ils. Mais aux dernières nouvelles, aujourd'hui, ils sont majoritaires dans ce pays. C'est eux qui dominent politiquement, économiquement et linguistiquement ce pays et ils devraient plutôt protéger leur minorité que chercher à, je dirai, la discriminer.

O. F. : On reviendra encore à vous dans un instant. On va jeter à présent un coup d'œil sur la presse belge qui évoque bien sûr aussi cette crise politique en Belgique avec des titres parfois complètement opposés. Et l'exemple de *La Dernière Heure* et du *Nieuwsblad* est particulièrement représentatif. (Ndlr : *La Dernière Heure*: «*Au secours, il (Yves Leterme) pourrait encore revenir !*» — *Het Nieuwsblad*: «*Waaalse vrienden, ÇA SUFFIT !*») (...)

Voilà donc des titres assez représentatifs, on le disait. On a finalement un peu l'impression, Jean Quatremer, que maintenant il y a une espèce de surenchère de provocations d'un côté comme de l'autre.

J. Q. : Oui, absolument, et surtout, on se demande encore...

>>>

ce que les deux parties du pays ont à faire ensemble. Clairement, pour la presse internationale, pour les observateurs internationaux, la Belgique est un pays en voie d'évaporation...

O. F. : Et dans votre... dans l'éditorial de votre journal d'ailleurs, les propos sont durs. On parle de mauvaise blague, de nation "malade".

J. Q. : Oui, absolument parce que ce n'est pas une nation, c'est bien le problème. C'est un... un État dans lequel il y a deux nations et, une... une nation, je dirai, née au Nord veut se transformer en État. **Le problème aujourd'hui, il est... je pense que le problème fondamental, c'est que les francophones croient qu'il y a quelque chose à négocier. Il y a une grande illusion chez les francophones : on va négocier la réforme de l'État. Il n'y a strictement rien à négocier.** Pour les Flamands...

O. F. : ... est déjà établi par les Flamands.

J. Q. : Les Flamands veulent cette réforme de l'État. Donc aujourd'hui, je

pense que les francophones n'ont qu'une chose à faire : c'est signer en bas de la feuille que leur présentent les Flamands. Rien n'est négociable. Donc, la seule chose que peuvent faire aujourd'hui les francophones, quand on observe cela de l'extérieur, c'est d'accélérer le calendrier. Mais pour le reste, vous croyez que BHV... la scission de BHV est négociable ? Vous croyez que les Flamands vont accepter une extension de Bruxelles ?

O. F. : Les francophones... les politiques francophones...

J. Q. : Et alors, quand j'entends les francophones aujourd'hui, ils rêvent.

O. F. : J'espère qu'ils vous écoutent !

J. Q. : Quand on entend les partis politiques francophones qui continuent à parler d'agenda économique et social, etc., mais ils vivent dans un monde qui n'est pas réel ; dans tous les cas, pas celui des Flamands. Lorsque vous rencontrez des hommes politiques flamands, ils ne vous parlent pas des... ils ne vous parlent absolument pas d'économie, de social. Ils vous parlent

du communautaire. Ils veulent cette réforme de l'État. Et en plus, je ne suis pas du tout certain que ça ne soit pas dans l'intérêt des francophones. Pour le coup... car les francophones feraient peut-être bien, enfin, de se prendre en main pour sortir la Wallonie — et Bruxelles dans une moindre mesure — du marasme économique dans lequel se trouve cette région. Et ça fait quand même vingt-cinq ans que ça dure et on peut comprendre que les Flamands soient un peu lassés aujourd'hui.

O. F. : Une chose encore, mais très rapidement cette fois. Certains parlent... surtout le 14 juillet, de rattachement à la France. Ça vous inspire quoi, en quelques mots, hein, très rapidement ?

J. Q. : Très rapidement, je dirai que, c'est par hasard peut-être si Leterme a démissionné un 14 juillet et si, le 21 juillet dernier, il chantait La Marseillaise. Il y a peut-être quelque chose de freudien là-dedans, non ?

O. F. : Voilà. À suivre. Merci beaucoup en tout cas, Jean Quatremer, d'être venu dans ce journal. ■

Extraits du Soir (en vrac)

Le 16 juillet — Les 13 mois de crise ne sont pas vraiment perdus, pense Véronique Lamquin, puisque les Wallons sont de plus en plus nombreux à vouloir assumer un destin commun avec Bruxelles. **«Une salutaire prise de conscience»**. Soit, il restera à passer aux actes.

Par ailleurs, Dirk Vanoverbeke s'étonne de l'influence de la NVA, inversément proportionnelle à son nombre de députés. Et voilà que le cartel avec le CD&V est encore renforcé ! Pourquoi ? Parce que, cher M. Vanoverbeke, au-delà des intérêts électoraux du CD&V, Bart De Wever incarne un très large courant populaire en Flandre. C'est aussi simple que cela.

Le 18 juillet — David Coppi dessine un portrait féroce d'Yves Leterme. Qu'en retenir ? Une phrase : **«Il est à l'image du pays»**, c'est-à-dire qu'il est le parfait reflet d'une Belgique en panne politi-

que. Un pays dont il aura, consciemment ou non, prolongé l'agonie. Quant à nous, on retiendra du personnage que, le 21 juillet 2007, il a chanté la Marseillaise !

Le 19 juillet, soit 48 heures à peine après le repêchage de Leterme par le Roi, le journal titre ; **«Cela sent déjà le roussi»**. Francophones et Flamands, plus divisés que jamais, attendent avec angoisse le 31 juillet, jour où expire l'ultimatum de la NVA.

Suivent deux pleines pages de témoignages de quelques Flamands bien-pensants et de Wallons apeurés, car ignorants de leur histoire. Seul signe positif : **«La tentation française grandit»**.

Quel est maintenant l'intérêt de Leterme bis ? Conclure un compromis boiteux qui sera incendié par les partis nationalistes, ou conclure un bon compromis qui fera exploser le cartel CD&V/NVA ? Dans les deux cas, le CD&V sera très affaibli. Alors, **«que vaut-il mieux pour**

lui, dit P. Bouillon, **passer pour une victime (des francophones) ou un traître (à la Flandre) ?»** Dilemme cornélien !

Un Gordel asexué ?

Les 3 bourgmestres (toujours refusés par le pouvoir flamand) font de la résistance. La promenade touristique, dite du *Gordel*, pourra passer par leurs communes (Linkebeek, Crainhem, et Wezembeek-Oppeem), mais à une condition : pas de drapeaux au Lion noir, pas de tee-shirts réclamant la scission de BHV, donc pas de caractère politique affiché.

Comme si cette ronde autour de Bruxelles n'était pas déjà un pur acte politique ! Et, bien entendu, on parle en Flandre de **«provocations ridicules»**.

J. L.

**AH ! NOTRE BON SIRE,
LA MEUSE VOUS EN SUPPLIE,
SAUVEZ LA BELGIQUE !**



Albert II, roi des Belges (surtout des francophones) se fendra-t-il d'un miracle ? Et là, ce serait encore plus fort que les rois de France qui passaient pour guérir les scrofuleux.

Et pourquoi pas convoquer Ubu roi ! En attendant le prodige, reconnaissons que le comble de la naïveté a certainement été atteint le 16 juillet par *La Meuse* qui titrait à la une : «*Sire, tirez-vous de là !*».

La gazette mosane, qui semble toujours vivre dans un Ancien Régime mental, prendrait-elle ses lecteurs pour des idiots ?

Le 11 juillet, jour de la fête nationale flamande, Dirk Van-overbeke interviewe Eric Defoort, président du Vlaamse Volksbeweging (Le Soir).

Deux extraits révélateurs :

Q. — De quoi rêvez-vous ce 11 juillet ?

R. — D'une Flandre indépendante, d'une république en Europe au sein d'une confédération. Je plaide pour l'indépendance et pour une collaboration plus efficace avec la Wallonie, plus adaptée aux structures européennes et un statut "sui generis" pour Bruxelles, décidé en concertation avec les Bruxellois. Quand un couple ne fonctionne plus, le seul moyen de rester amis consiste à nouer de bons accords chez le notaire.

Q. — On estime à 10 % le nombre de Flamands séparatistes...

R. — Je ne dis pas qu'il y a une majorité active en Flandre qui œuvre pour le séparatisme. Mais je suis convaincu qu'il n'existe plus une majorité qui s'opposerait à son indépendance. Cet objectif a été jusqu'ici porté par les seuls nationalistes flamands. Mais il est en train de devenir le discours dominant des Flamands.

Et voilà vla !

«*La Flandre et la Belgique pourraient bientôt se séparer sur internet. Le gouvernement flamand se renseigne pour savoir si les adresses web se terminant par ".vla" peuvent être réservées comme alternative aux adresses ".be"*» (communiqué par Belga, 04.07). Et pour la Wallonie, ce sera ".wal" ?

Solidarité à sens unique ?

Pour Etienne Vermeersch, soutenu par 26 intellectuels flamands, «*la solidarité politique est une question vitale pour la démocratie*». Puis il précise à *La Libre* (08.07) que «*nous n'exigeons ni territoire, ni argent, ni pouvoir, mais plus de démocratie*».

Maintenant, insiste le vice-recteur de l'université de Gand, il faut que les francophones belges comprennent qu'ils doivent respecter le territoire, la langue et la culture de la Flandre, et surtout qu'ils cessent «*de vouloir régler les problèmes de façon nationaliste*».

Et de citer, à l'appel de sa thèse, une in-

tervention directe d'Elio Di Rupo dans les affaires flamandes : «*par exemple, dans le dossier du "Rhin de Fer". Le gouvernement flamand a longtemps et difficilement négocié avec la Hollande pour obtenir un lien direct entre Anvers et la Ruhr allemande par chemin de fer. Le trajet ne contenait pas un m² de territoire wallon et ne coûtait pas un euro au contribuable francophone. Mais le Premier ministre du gouvernement wallon de l'époque, Elio Di Rupo, écrivait à la province de Maastricht (ndlr : la province de Limbourg hollandais) qualifiant le projet de dépense inutile. Les socialistes flamands estimaient, à juste titre, qu'une telle démarche était "insensée, intolérable et stupide". En bafouant de la sorte les principes élémentaires de la solidarité politique, on jette le trouble dans la société de l'État fédéral belge*». Remarquons au passage que l'on n'a jamais vu M. Di Rupo plaider la cause des ports français de Dunkerque et du Havre pourtant bien utiles au développement de l'économie wallonne !

Comme on pouvait s'y attendre, des lecteurs ont retourné l'accusation de nationalisme, tel M. André de Failly (Omezée) : «*Ainsi, jour après jour, vous ajoutez de l'écoeurement à l'écoeurement, sans doute pour que la Belgique romane, un jour, au bord de la nausée, la première, se détache, alourdie de tous les torts comme de bien entendu. À moins que...*»

À moins que quoi ? Ben, que la Flandre parte la première, ce qui est plus vraisemblable !

Un peu de belge baume...

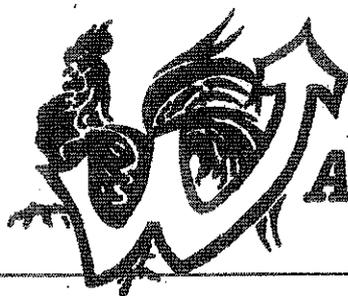
Le 10 juillet, la Cour constitutionnelle entérine le *Wooncode*, mais stipule que :

1. la clause linguistique ne peut s'imposer aux candidats locataires dans les 6 communes à facilités ;
2. la période probatoire de 2 ans (destinée à prouver une connaissance suffisante du néerlandais) n'autorise pas le bailleur à résilier unilatéralement le contrat. Il devra passer par la justice de paix.

Marino Keulen Intégrator se dit satisfait ... et les francophones aussi.

Alleïe, tout est bien qui finit (?) bien une fois !





ÉDITORIAL

SUSPENSION D'ARMES

L'heptapus, l'octopus, demain l'ennéapus (avec le SP.A) — que de puces pour ne pas parler français ! — le duo Busquin-Spaak, le trio des médiateurs royaux, le quintette des présidents de la majorité fédérale et demain, quoi encore ? Au chevet d'une Belgique mourante, c'est la ronde des Diafoirus qui tardent à rendre le seul diagnostic à extraire d'un examen objectif : plus rien n'unit Flamands et francophones, tout leur indique la séparation à venir.

Le "happening", joué dans la nuit du 14 au 15 juillet par M. Leterme et le brave Albert, a reporté l'échéance d'une crise à laquelle personne ne s'attendait en période montagnarde et balnéaire. Dame, nos anti-héros sont fatigués de frapper sur leurs boucliers depuis 14 mois et de s'égosiller en somnations. Mais, à la rentrée des Chambres, il faudra bien tailler et recoudre. Ce sera encore plus difficile que pour Charles IX et sa mère après la Saint-Barthélemy.

Restons-nous sur notre faim, nous, patriotes wallons républicains ? Pas du tout, alors même que nous sommes gens de longue patience. Le séparatisme s'est installé dans les conjectures politiques et se diffuse dans l'opinion. Nos grands partis s'accrochaient au fédéralisme l'année dernière encore, ils acceptent aujourd'hui ce que l'on appelle le confédéralisme (improprement, car celui-ci suppose l'indépendance préalable des confédérés), sans trop d'illusions sur sa durée, à en juger par les demi-confidences de leurs cornacs. Ils ont résisté sans faiblir aux assauts contre Bruxelles, ce que leur passé ne donnait guère à espérer et, par-dessus leurs chamailleries, ils forment de ce côté un front assez soudé. Jusqu'à dans les couches les moins politisées de notre population, les Flamands apparaissent maintenant sous leur vrai visage : celui d'un peuple hostile et que l'on ne contentera pas en suivant les rails du Système belge. La monarchie a perdu l'aura pseudo-magique dont la paraient ses serviteurs à l'usage des ânes et des gobe-tout. Et, par surcroît de bonheur, l'économie wallonne est sortie de son collapsus, cela se sait, cela se sent et la peur de l'avenir s'éloigne de notre peuple.

Il s'en faut pourtant que le ciel soit complètement nettoyé au-dessus de nos têtes. Nos dirigeants commencent à parler de sécession, mais comme d'une ultime ressource, alors qu'elle est une nécessité pressante. Dès lors, ils la préparent à regret, donc trop lentement et avec des biais de méthode qui en masquent les avantages. On ne saurait trop dénoncer à ce propos les économistes qui les entourent et qui raisonnent comme si toutes choses resteraient identiques ou seraient pires pour la Wallonie et Bruxelles, hors le fait nouveau que la Flandre leur serait devenue étrangère. Ces cachotneurs, plus désireux de leur plaire que de les éclairer, abusent du pessimisme dans leurs projections, dissimulent les réserves de vigueur qui s'emploieraient lorsque cesserait de peser sur elles la chape belge, les emplois qui seraient sauvés ou créés par la maîtrise de nos services

publics, les circuits d'affaires nouveaux qui, aujourd'hui comprimés dans le réseau belge, s'activeraient dans le reste du monde et, cela va de soi — mais pour eux cela va mieux en ne le disant pas — les bienfaits à escompter d'une synergie avec la France. Par ailleurs, voltigent encore sur la scène politique des sottises comme l'espoir que le soi-disant confédéralisme serait le terme définitif de la dissociation, ou la chimère d'une Belgique résiduelle, comme si, pauvres damnés, nous étions voués à refaire ce que nous aurions aboli. N'y a-t-il là-dedans que préparation — bien maladroite — de l'esprit public à des révisions que l'on suppose, à tort, déchirantes ? Ou sont-ce les ultimes frissons des rentiers du Système arrachés à leur confortable inertie ? Quoi qu'il en soit, nous sommes toujours en défaut de recevoir de la classe politique un effort de créativité à la hauteur des événements.

Justement, puisque nous sommes en période vacancière de morte-eau, avant les coups de tabac de l'automne, abordons un peu le problème, assurément grave de ladite classe. Politologues, sociologues et journalistes s'accordent maintenant à dire qu'il s'accentue. Je refuse, pour ma part, d'en conclure que la démocratie est en danger. Il me semble au contraire qu'elle bouillonne de vie en se dépouillant de ses vieilles écailles. Ce qui se passe, c'est que les idéologies d'autrefois ne mordent plus sur le réel et que d'autres clivages d'opinion commencent à effacer les sillons qu'elles avaient tracés. Être pour ou contre l'Europe néo-libérale, un rôle actif de l'État dans l'économie, l'immigration non choisie, la laïcité à la française, voilà quelques exemples des grands sujets d'aujourd'hui et ils divisent toutes les familles politiques. Mais ce qui change en profondeur, c'est que celles-ci structurent de moins en moins des opinions d'un seul bloc. Elles tendent à alterner dans les convictions de chacun au gré des circonstances et des défis de la vie. Les notions de droite et de gauche gardent leur pertinence, encore qu'il serait plus exact d'y substituer les bons vieux mots de conservation et de mouvement.

Sauf dans des cas exceptionnels de triomphe ou de danger, une démocratie ne vivra jamais d'unanimité. Mais on doit requérir de ses acteurs des propositions qui fassent respirer l'air du temps et non la poussière d'époques révolues (1). C'est malheureusement ce que ne font pas encore les nôtres, en tout cas dans leurs discours.

Jacques Rogissart

(1) Ce n'est pas pour dire qu'il faut oublier l'histoire. Elle est au contraire la clé d'or de la compréhension du présent.

ERRATA : L'éditorial précédent comporte quelques coquilles que le lecteur aura rectifiées de lui-même. Mais je dois corriger la citation de M. Delpérée pour qu'elle devienne compréhensible. La voici (3e alinéa) : "Il n'est pas de bonne méthode d'inscrire dans un même document une (et non de) réflexion qui envisage un réaménagement et un dépassement des institutions de la Belgique."

LA SITUATION POLITIQUE AU JOUR LE JOUR

■ **18 juin** — Faut-il que les choses aillent mal du point de vue belge ! Un des piliers de régime, le vice-président du PS Philippe Moureaux déclare, dans une interview donnée au *Soir*, que le confédéralisme est la dernière chance de sauver la Belgique et qu'il faut y passer. Colère de Mme Milquet, silence de M. Reynders... et de M. Di Rupo. Mais Zorro arrive. M. Leterme trouve enfin, non pas des solutions, mais une "méthode", avec l'aide de 7 partis : les 5 de sa coalition et les 2 verts (c'est ça "l'heptapus"). Cela consiste à créer deux nouveaux groupes (vous vous y retrouvez ?) : un pour creuser le problème de BHV, l'autre pour préparer la réforme institutionnelle. *Toernee general* comme dit un grand journal bruxellois quand il est repris par le prurit belge !

■ **21 juin** — Autre ronronnement de la machine à décerne le Belge. La presse fait écho à un sondage réalisé sous l'égide du professeur à l'UCL André Frogner, grand trituteur de chiffres devant l'Éternel et adversaire notoire du séparatisme. On a questionné 717 Wallons (sur 3 millions et demi !) d'octobre 2007 à janvier 2008. Les deux tiers veulent soit le retour à l'État unitaire, soit le renforcement de l'État fédéral. Ce devait être des rigolos, de la même école de la sonde, qui voyaient M. Balladur à l'Élysée à la place de M. Chirac ou la victoire du oui au référendum irlandais, sans parler d'innombrables bourdes du même genre. Les erreurs sont tellement grossières que l'on est forcé de se demander s'il n'y a pas quelquefois, comme dans ce cas-ci, une manœuvre d'intoxication. Hélas, les politiciens s'y laissent toujours prendre. Ne faites pas comme eux !

■ **26 juin** — M. Leterme, dont la popularité est en chute libre en Flandre, appelle tout le monde au "calme" au nom de "l'avenir du pays". Ce qu'il vise surtout, c'est la polémique qui se développe autour des mesures d'exclusion des non-néerlandophones en cas de location ou d'achat de logements et de terrains, ou d'exercice d'une activité commerciale, s'il ne parle pas la langue de Vondel et de Bart De Wever. Entre-temps, les négociations communautaires tournent en rond. M. Leterme a décidé d'assister aux J.O. de Pékin. On ne sait s'il s'y rendra à titre officiel ou privé. Le prince Philippe fera, lui aussi, le voyage. Après de sonores tirades sur les droits de l'homme en Chine, on s'est rendu compte qu'il y avait de gros intérêts commerciaux à préserver. Mais le prince ne sera pas accompagné d'un ministre. Les Chinois sont censés comprendre que notre pudeur droits-de-l'homme reste alarmée. Ils s'en f... naturellement, mais la conscience élastique de nos excellences est en repos.

■ **28 juin** — L'Union belge de football fait savoir, via son comité exécutif, que la structure unitaire de la partie amateurs de ce sport sera bientôt cassée. Il y aura une ligue flamande et une ligue francophone. Personne ne croit que le domaine des professionnels sera épargné longtemps encore. Que s'est-il passé ? Tout simplement que le gouvernement flamand a fait miroiter des subventions aux clubs du Nord. Il tente maintenant de séduire des clubs bruxellois — on devine pourquoi ! L'événement est de grande importance par son retentissement dans les masses populaires qui touchent... du pied la crise communautaire qui ronge la *Belgijske*.

Le ministre-président flamand Kris Peeters (CD&V) avertit que, s'il n'y a pas d'accord sur les institutions le 15 juillet, il y aura "une crise majeure". Mais il exclut de demander l'indépendance !

Dans *La Libre*, M. Maingain traite M. Leterme "d'autiste". Cela lui vaut une controverse médicale.

■ **2 juillet** — La conférence dite "Printemps de l'environnement" débouche essentiellement sur une annonce de... dialogue durable. C'est pourtant un vrai-problème-des-gens ! Le ministre compétent Éveline Huytebroeck (Écolo) ne se gêne pas pour exprimer son mécontentement à son collègue Magnette (PS).

■ **3 juillet** — M. Leterme, dont on croyait l'optimisme inoxydable, laisse percer un doute sur le succès de sa mission, devant les parlementaires du cartel CD&V/NVA. Ce n'est pas M. Di Rupo qui le reconforte lorsqu'il prédit "un immense problème politique" (cf. *Le Soir*) s'il n'y a pas d'accord social pour le 15. Prépare-t-il un point de fuite qu'il croit plus confortable pour lui ? Pour le communautaire, en tout cas, il exhale un soupir dans *Le Soir* du 4 : les "ultras de chaque côté" éclipsent les "modérés". On ne se refait pas... Mais côté social, M. Jean-Marc Delizée (PS) ne fait pas merveille dans la lutte contre la pauvreté (un vrai problème, celui-là) : son plan fédéral *ad hoc* est aussi creux que le bilan de M. Magnette pour l'environnement. De pieuses intentions, mais point de liards. Des liards, la Région wallonne en manque terriblement. Cela n'empêche pas son gouvernement de débloquer 750.000 euros pour subsidier les communes qui créeront un "help desk" (*sic*) pour aider ceux qui s'adresseront à elles en néerlandais, en allemand ou en anglais. Histoire de ne pas faire comme les méchants Flamands barricadés dans leur *moedertaal*, na !

■ **5 juillet** — Avec l'exquise délicatesse dont il a déjà gratifié les dirigeants congolais, le ministre des Affaires étrangères Karel De Gucht rappelle aux francophones du royaume qu'ils sont une minorité et qu'à la longue, ils devront se soumettre à la majorité flamande. Qu'en pense M. Demotte, lui si belge ? Le président du Parlement wallon José Happart, lui, est partisan de rompre immédiatement les négociations institutionnelles. À noter cependant que M. De Gucht ne considère pas le 15 juillet comme une date sacramentelle. Il n'empêche ! Son impudente franchise n'a pas fini de soulever des vagues dans le Sud.

■ **7 juillet** — M. Bart De Wever confirme que la NVA quittera la coalition gouvernementale s'il n'y a pas d'accord sur une vaste réforme de l'État. Les jeunes du CD&V sont sur la même longueur d'onde. Mais d'accord, on n'en voit toujours pas. On apprend que M. Leterme n'a rien trouvé de mieux à proposer aux francophones (en échange de la scission de BHV) que la cogestion (avec la Flandre) d'un axe routier entre Bruxelles et la Wallonie. Cet effort créatif a reçu la réponse qu'il méritait. Mais voilà qu'il se reprend de son accès de pessimisme du 3. Il croit encore possible d'arriver à quelque chose "pour le 15 juillet, ou autour du 15 juillet". Autour ? Oui, "au vu de la situation socio-économique, l'avenir du pays et sa gestion ne peuvent pas dépendre entièrement de ce 15 juillet". Allons bon, il s'abrite maintenant derrière les vrais-problèmes-des-gens pour esquiver l'échéance. C'est ce qui s'appelle filer en Flandre du mauvais coton.

Du côté socio-économique précisément, il ne distribue guère de biscuits aux syndicats qu'il reçoit en audience. Ils repartent furieux en lui promettant de gros problèmes à la rentrée si rien ne change. Rien ne va plus ! Vous en voudriez, vous, du fauteuil de Premier ministre belge ?

>>>

■ **10 juillet** — Le doute a gagné M. Étienne Davignon, ministre d'État et pilier de l'establishment belgo-maastrichtien. Oh, il reste belge de cœur et l'exprime dans une carte blanche publiée par *Le Soir*. Mais il observe qu'il y a un risque de "voir la Belgique s'évaporer" et estime que le seul moyen de la sauver est de la réformer en profondeur, ce pour quoi il faudrait du temps. Mais en reste-t-il, du temps ? C'est là que l'auteur nous confie son état d'âme : "Peut-être ne voulons-nous plus vivre ensemble (...) Mais alors constatons-le". En ce qui nous concerne, c'est fait depuis belle lurette. Un bonheur n'arrive jamais seul : après avoir longtemps belgifié, l'éditorialiste du périodique FDF *Perspectives francophones* ose enfin écrire : "À vouloir sauver seuls l'unité du pays, (les partis francophones) ont trop souvent sacrifié par le passé les intérêts et droits des populations wallonne et bruxelloise en ce compris celles de la périphérie bruxelloise et des Fourons. Si nécessaire (*sic*), le moment n'est-il pas venu d'envisager l'avenir de la Belgique sans la Flandre ?". Mais sans la Flandre, cher confrère, il n'y aura plus de Belgique et ce sera tant mieux. Faites taire votre subconscient ! Enfin deux bonnes nouvelles pour les belgicains : 1) le contrôle budgétaire révèle un boni de 100 millions d'euros. Quelques jours avant, on parlait d'un déficit de 900 millions. Vous croyez à ce petit miracle, vous ? 2) Le ministre président flamand Kris Peeters n'y va pas trop fort dans son discours à Courtrai. Il ne parle pas d'indépendance de la Flandre, alléluia ! Mais il maintient toutes les exigences thioises pour reformater la Belgique. Sinon ? Eh bien, ça bardera ! Il le dit à mots couverts, mais ceux qui ont des oreilles entendent. Une moins bonne nouvelle pour nous : une chambre flamande du Conseil d'État rejette un recours de la commune de Wezembeek-Oppem contre l'interdiction qui lui était faite par le gouvernement régional flamand d'envoyer des convocations électorales en français à ses citoyens francophones. Le revers est sensible pour notre camp, mais c'est aussi une nouvelle preuve de la partialité de cette juridiction flamande.

■ **11 juillet** — Fête nationale flamande. Fifres, tambours, exaltation militante... mais discours d'attente de la part des hauts responsables comme s'ils voulaient donner une dernière chance à M. Leterme.

L'état-major de la Fédération des entreprises de Belgique et les syndicats se répandent en appels à la cohésion communautaire. Ils ne proposent évidemment aucune solution aux problèmes débattus.

■ **13 juillet** — Le voilà, le grand accord social et fiscal attendu par les partis francophones ! Grand ? Quelques revenant-bon pour les allocations sociales que l'inflation se charge de manger. Une réduction de 30 à 25% de la tranche la plus basse de l'impôt sur le revenu (on verra pour les autres dans 3 ans). C'est bon à prendre naturellement. Mais pas tout de suite : la plupart de ces mesurette attendront 2011 avant leur complète mise en œuvre. Et en 2011, le gouvernement Leterme n'existera plus. Bonne chance pour que le suivant tienne parole !

Dans la foulée, le monstre dit heptapus semble approuver une idée du Premier ministre : associer les Régions aux pourparlers institutionnels, *via* deux groupes distincts de 11 personnes. On appelle ça une méthode. Ce n'est rien d'autre qu'un nouvel encommissionnement.

■ **15 juillet** — *Klet' Mariette*, comme on dit à BHV ! Le CD&V emboîte le pas à la NVA qui trouve très justement que le paquet d'autonomie promise aux Flamands n'y est vraiment pas. Aux petites heures, M. Leterme rend son tablier à Albert II. C'est la 3^e fois en un an. Aura-t-il une 4^e chance ? En tout cas,

le 15 juillet était bel et bien une date à prendre au sérieux. Les politiciens francophones, qui n'y croyaient pas, en sont sonnés. Et recommencent à jacter sur le roi-sauveur et sur les vrais-problèmes-des-gens qu'ils sont bien incapables de résoudre, englués qu'ils sont dans le Système belgo-europhillique.

M. Leterme a-t-il échoué ? Il emporte les regrets des francophones qu'il avait commencé à traiter de manière civilisée (il ne faut pas grand-chose pour les amadouer), mais il est largement approuvé en Flandre. Après tout, il n'a fait que tenir sa promesse électorale : une réforme de l'État pour le 15 juillet, ou alors la crise. Il est aussi bête de faire de la NVA un bouc émissaire pour les Thiois que de désigner le FDF comme l'unique mouton noir. La vérité est qu'une large fracture sépare les peuples du royaume et que, comme dit M. Peeters, "le modèle fédéral est épuisé". Il n'y a plus qu'à choisir entre un confédéralisme provisoire et une indépendance immédiate.

C'est évidemment le premier qui a la préférence du roi Deux. Il reçoit en priorité les ministres-présidents des entités fédérées, poursuivant l'idée émise par M. Leterme dans sa note ultime.

■ **16 juillet** — Le Parlement wallon, unanime, s.v.p., y va d'une résolution sur les négociations susdites. Il croit bon de spécifier qu'il "n'est demandeur d'aucune réforme qui remettrait en cause le fédéralisme belge". La réputation d'aveuglement de nos élus n'en sera pas améliorée. Ils sont un peu plus intelligents en réclamant que les trois Régions doivent être parties à la cause. Les Flamands, en effet, voudraient que la discussion ait lieu entre les Communautés, expliquant — les bons apôtres ! — que les Bruxellois francophones et néerlandophones y participeraient *de facto*. À parité, sans doute ?

■ **17 juillet** — On apprend qu'Albert a refusé la veille, tard dans la soirée, la démission de M. Leterme. Il demande au gouvernement de s'occuper du socio-économique (jubilation des francophones) tandis que trois sages s'occuperont ... pendant 15 jours du dossier institutionnel pour "promouvoir au maximum" les chances du célèbre dialogue (de sourds jusqu'à présent). Petit truc comme un autre pour permettre à "la personne royale" d'obtenir le contreseing nécessaire à son discours du 21 juillet et, sans doute, de passer l'été, car les gladiateurs sont épuisés. Les trois lascars sont des unitaristes de cœur : l'ancien ministre bruxellois François-Xavier de Donnea (MR), l'ancien président de la Chambre Raymond Langendries (CDh) et le ministre-président de la Communauté germanophone Karl-Heinz Lambertz (PS). Pas de Flamands dans cette fine équipe. Leurs partis estiment que c'est au tour des francophones de faire des propositions puisqu'ils ont rejeté les leurs. Mais ils font déjà pleuvoir sur elles leurs ultimatums habituels : le 31 juillet a remplacé le 16, voilà tout !

■ **18 juillet** — Le Parlement bruxellois vote une résolution exigeant que sa Région soit associée aux négociations à part entière. Seul le *Vlaams Belang* a voté contre, mais pas le CD&V. Comme quoi un Bruxellois flamand n'est pas toujours un Flamand bruxellois.

Comme il est chargé du socio-économique, le gouvernement juge bon d'émettre une déclaration précisant (?) ses intentions en la matière. C'est aussi rikiki que la première mouture. Il insiste d'ailleurs sur la minceur des marges budgétaires.

■ **21 juillet** — Avons-nous un roi spirite ? Son discours de la fête soi-disant nationale évoque longuement l'esprit de son frère Baudouin. Peu d'allusions, cela se comprend, à la crise communautaire, sinon pour dire "qu'il faut inventer de >>>

nouvelles formes de vivre ensemble". Le reste effleure les grands problèmes matériels du pays, voire du cosmos... sans les solutions, cela va de soi. On dirait, la sonorité en moins, une harangue de M. Di Rupo le 1er mai.

Un autre diplotocus belge, le président du Sénat Armand De Decker (MR), propose de faire élaborer un nouveau "pacte national des Belges", à l'instar des révolutionnaires de 1830, par un congrès où siègeraient pêle-mêle les représentants du pouvoir fédéral et des pouvoirs fédérés. Cet auguste aréopage siègerait naturellement au Sénat. À la soupe !

■ **22 juillet** — Les trois mousquetaires de Sa Majesté entament officiellement leur travail (déjà presque une semaine de perdue). Il consiste à donner aux Flamands la garantie qu'il y aura bel et bien une grande réforme de l'État. Dur, dur pour ces distingués personnages de la belgeoisie...

■ **23 juillet** — Tandis que le SP.A se déclare enfin prêt à participer aux négociations communautaires, la Chambre vote pépèrement, majorité contre opposition, une motion de confiance au gouvernement. Tout est prêt pour la trêve estivale à laquelle tous aspirent.

■ **29 juillet** — D'après un sondage publié par *Le Soir* et *La Voix du Nord*, 49% des Wallons seraient pour la réunion à la France si l'État belge disparaissait et 60% des Français seraient prêts à les accueillir. Autant le dire à propos d'un coup de sonde aussi encourageant pour le séparatisme, ce genre d'enquête appelle la plus grande méfiance, surtout que, dans ce cas-ci, l'échantillon ne comprenait que 510 personnes. Mais puisque les politiciens en raffolent, espérons que la nouvelle stimulera leur audace et les poussera vers l'après-Belgié.

■ **31 juillet** — Les trois mousquetaires du roi lui remettent leur rapport comme convenu. Ce n'est rien d'autre qu'une description des positions en présence. Ils sont priés de continuer à phosphorer jusqu'à la mi-septembre. Ouf ! les vacances sont sauvées ! À noter une petite audace contenue dans un curieux néologisme : ils préconisent un dialogue

"interinstitu-tionnel". On croit comprendre que cela comprend la Région bruxelloise que les Flamands veulent plus que jamais exclure de la table des pourparlers.

Cette fois, la NVA juge que sa coupe d'amertume est pleine. Elle annonce que le 21 septembre, date de son congrès, elle sortira de la majorité. En un ultime effort de "conciliation", elle récapitule ses exigences de "garantie" d'une grande réforme. Cela se résume en trois mots pour les francophones : capitulation sans conditions.

Que fera le CD&V ? Il proclame qu'il partage la mauvaise humeur de son allié, mais reste muet sur son attitude vis-à-vis du gouvernement. Le lendemain, M. Leterme dit tout son attachement au cartel dans *Het Laatste Nieuws*. Oui, mais... le même jour dans *Het Belang van Limburg*, il répudie les dates butoirs pour la négociation institutionnelle. Quid alors après le 21 septembre ? Nous est avis que ses pas de deux vont lui coûter pas mal de voix en Flandre.

■ **2 août** — M. Leterme, "le père du cartel" (comme il le rappelle), repousse fermement l'idée de rattacher certaines communes de la périphérie à Bruxelles. Quant à la réforme de l'État de 2008-2009, il espère qu'elle entrera dans les livres d'histoire. Avec son nom en bonne place ?

De son côté, M. Reynders confie au *Soir* que le pays a connu des crises bien plus graves, telles que les deux guerres mondiales et... la dyoxine. Humour quand tu nous tiens !

■ **5 août** — Le plan flamand d'élargissement du "ring" (prévu uniquement au nord-ouest et au nord-est) inquiète la Région bruxelloise où l'on redoute un renforcement de l'emprise économique de la Flandre sur la capitale. Serait-ce une amorce de *gordel* autoroutier ?

■ **13 août** — "Incapable et opportuniste", tel est le jugement lapidaire porté par M. Jean-Marie Dedecker sur M. Leterme, ajoutant que son gouvernement tombera sur BHV au printemps 2009 (cf. *Le Soir*). Il affirme avoir dit au roi que, s'il voulait "survivre", il devait "au minimum (*sic*), accepter le confédéralisme". Enfin, l'ex-judoka en fait le serment : sa liste ne s'alliera ni à la NVA, ni au VB. Cochon qui s'en dédit !

■ ALCHEMIE À LA BELGE

M. Herman De Croo (VLD), président de la Chambre, n'est certes pas de nos amis, mais il a raison de se troubler devant la manière dont la SNCB est gérée. En 2006, elle vendait sa filiale routière ABX (dont l'actuel secrétaire d'État à la Mobilité Étienne Schouffe, qui était son administrateur délégué, avait fait un empire personnel en puisant des dizaines de milliards de francs dans sa caisse) à un groupe britannique pour 10 millions d'euros. Deux ans plus tard, celui-ci l'a cédée à la société danoise DSVP pour... 750 millions. Comment le plomb vil en tant d'or s'est-il changé ? Peuplé de rentiers politiques dormant ou tripotant, ce n'est pas le conseil d'administration qui nous l'expliquera. Mais quel parti francophone s'insurge ? Ce n'est peut-être pas, pour une si petite somme, "un vrai-problème-des-gens"...

PETITS POTINS

■ L'HOMME QUI VALAIT TROIS MILLIARDS

L'ex-président de la SMAP Léon Lewise, comment les dépense-t-il ? Il vient de s'en expliquer (s'il est sincère) dans un livre publié sous ce titre. Il arrosait le gotha politique, tous partis confondus, avec une préférence pour les socialistes, y compris dans des partouzes dénudées. C'est vrai, c'est pas vrai ? À la place des personnalités nommées, on lui ferait un procès. Si, naturellement, il affabule... Sinon ? Eh bien, nous sommes gouvernés par de joyeux drilles qui sont aussi de tristes sires.

■ VOLS ROYAUX

Rien de tel qu'une bonne enquête flamande pour démystifier la monarchie. La NVA vient de demander des comptes pour les vols de membres de la famille

royale à bord d'avions militaires et à des fins uniquement privées. Les chiffres sont édifiants. À l'heure où l'on cherche désespérément à renflouer le budget de l'État, ils sont aussi très opportuns à rappeler aux parlementaires.

■ UN CURIEUX RATTACHISTE

M. Daniel Ducarme peaufine son projet d'un statut pour la Wallonie analogue à celui de la Polynésie française. Pourquoi pas ? Ce serait déjà bien mieux que le borbier belge. Mais il a l'idée saugrenue de vouloir maintenir la monarchie alors que nous serions presque Français à part entière. Pourquoi donc ? Mystère. Autre idée moins risible, mais plus dangereuse dans le contexte actuel : il prévoit de conserver un système de protection linguistique de la minorité flamande de Bruxelles (7% de sa population, à tout casser). Collectionne-t-il les chevaux de Troie ?

Carburant miracle ?

Dans sa volonté de retrouver une meilleure santé économique, la Wallonie encourage la production de biocarburants. Bon ou mauvais choix ? Les conséquences sur le secteur alimentaire ont-elles été tirées avec discernement ? Les questions se posent. Sans vouloir jouer les Cassandre, *Wallonie-France* apporte ici deux avis plutôt négatifs. Le premier est extrait de *Marianne* (12-18.07), et le second, d'*EURinfo* (juillet/août 08).

Biocarburants. Fin du rêve

Très tôt, *Marianne*, avec quelques autres, et notamment des écologistes, a dénoncé l'hérésie que constituait la production massive de biocarburants. Depuis lors, les rapports se succèdent et nous donnent raison. Selon la Banque mondiale, les biocarburants sont responsables des trois quarts des récentes hausses des produits alimentaires, bien avant la consommation des Chinois. En Grande-Bretagne, le rapport Gallagher a conduit le gouvernement à réduire leur production. De même la Commission européenne a-t-elle renoncé à un objectif contraignant d'incorporation d'éthanol dans l'essence. Que dit le gouvernement français ? Toujours rien *

➤ Haro sur les biocarburants !

Le Comité scientifique de l'Agence européenne rend un avis plutôt négatif sur l'impact environnemental de l'utilisation des biocarburants dans l'Union. Les experts jugent que l'objectif des Etats membres de parvenir à 10% de biocarburants dans le transport routier est "excessivement ambitieux" et de le suspendre dans l'attente d'une "étude plus complète" sur ses conséquences. Pour les scientifiques, l'Union ne dispose pas d'assez de terres arables pour produire du carburant bio sans nuire à l'environnement et elle devra, dès lors, importer de grandes quantités de biocarburants, au risque de contribuer ainsi à la destruction accélérée des forêts tropicales.

Des vrais problèmes des gens ?

Grâce à leurs habiles gestionnaires, Dexia et Fortis dégringolent en bourse. N'est-il pas temps d'encadrer le système bancaire, ou préfère-t-on ruiner des dizaines de milliers d'épargnants ? L'aéroport de Charleroi marche bien. C'est le moment choisi par le gouvernement wallon pour céder 49% du capital au privé. Les investissements pour le contribuable, les profits... pour qui ?

Emploi au Sud sauvé par le Nord ?

De nombreuses entreprises flamandes s'installent en Wallonie, constate François Brabant (*Le Vif/L'Express*, 11.07), pour le plus grand bien, paraît-il, de l'emploi local. Terrains disponibles et pas trop chers, main-d'œuvre de qualité et pas trop exigeante (bien que, pour certains, encore trop imprégnée d'esprit syndical), voilà deux avantages majeurs reconnus par les patrons flamands ! Au grand dam de l'emploi en Flandre, râlent par ailleurs des politiciens du Nord. Rassurons-les ! Il ne s'agit que de succursales, et non de délocalisations. «Entre 2000 et 2006, les entreprises flamandes ont créé 2.730 emplois en Wallonie. C'est-à-dire davantage que les entreprises françaises, mais moins que les entreprises américaines». Soit 390 emplois par an ouverts par des entrepreneurs flamands. Est-ce négligeable ? Non, par ces temps de purée, tout est bon à prendre, mais faut-il pour autant pavoiser lorsqu'on lit qu'«une bonne part des jobs créés échoient à des travailleurs flamands» !

Côté Région wallonne, on reste prudent, car «on ne fait rien pour les attirer, assure Philippe Suinen, patron de l'OFI (Office wallon pour les investissements étrangers) (...) Moi, je n'apprécierais pas qu'on vienne trouver des entrepreneurs wallons pour les inciter à s'établir en Flandre. Dans une bonne famille, cela ne se fait pas». Mais voilà, la Belgique est-elle encore une bonne famille ? Plutôt du genre "famille en voie de décomposition avancée".

Bientôt le TGV fret

Le projet avance à belle vitesse, semble-t-il ! Une réunion, tenue à Paris le 30 juillet, rassemblait les représentants d'Euro Carex, association regroupant les aéroports de Liège (Bierset), Roissy, Lyon, Amsterdam et Londres.

Il s'agit de transporter les marchandises par le rail ; ces trains utiliseront les voies existantes des TGV et se glisseront entre les rames passagers, la nuit le plus souvent. Les progrès en matière de protection de l'environnement sont évidents : une rame TGV équivaut à la charge de plusieurs avions cargos ou à celle de 6 ou 7 camions ; la production de CO₂, responsable de l'effet de serre, sera diminuée de 17 fois. La gare TGV fret de Liège Bierset sera aménagée en bout de piste de l'aéroport et la mise en service prévue en 2012. La société Liège Carex, constituée récemment, inclut les ministères wallons de l'Économie et des Transports, Logistic in Wallonia, le GRE, TNT, l'aéroport de Liège, la SNCB et, bien sûr, Euro Carex.

Souignons enfin que M. Jean-Pierre Grafé a été choisi en qualité de vice-président d'Euro Carex. Juste hommage rendu à l'homme politique liégeois qui n'a jamais ménagé sa peine en faveur de sa ville et de sa région.

En juillet, le chômage en Wallonie s'est établi à 14,7%. Selon la Région wallonne, cela représente une baisse de 1% par rapport à juillet 2007.

J. L.

Wallonie-France exprime sa solidarité avec les agriculteurs et éleveurs wallons menacés, comme leurs collègues de toute l'Europe, par la politique absurde de l'Union européenne et de l'OMC qui veulent sacrifier notre indépendance alimentaire à un ordre mondial, régi par de puissantes sociétés internationales.

La Belgique en deux visions

Le Journal du Mardi souffle magistralement le chaud et le froid dans sa livraison du 1^{er} juillet.



Le chaud : s'il reconnaît bien qu'une large part des Flamands supportent de moins en moins les francophones et que ces derniers commencent à la trouver saumâtre, Laurent Arnauts se refuse absolument à jeter la Belgique

dans la fosse de l'Histoire. «Non, mille fois non», s'écrie-t-il, parce que «renoncer à la Belgique, c'est renoncer à la démocratie (et) c'est renoncer à faire une Europe unie». C'est aussi empêcher le mélange et la cohabitation des peuples. Enfin, c'est «renoncer à tout ce que l'être humain a produit de plus évolué». C'est grave, Docteur ?

Que répondre à cette effarante profession de foi ? Il suffit de tourner la page pour le savoir.

Le froid : Claude Demelenne énumère «les 10 mensonges belges».

1. Leterme & Co discutent d'une réforme de l'État

— vrai ? Non, parce qu'(ils) cherchent «à le vider de pratiquement tout contenu» ;

2. Le communautaire, c'est "une affaire entre politiciens"

— cette conviction a vécu. Les Flamands et les francophones «ne sont peut-être plus faits pour vivre ensemble» ;

3. 9 % seulement des Flamands sont indépendantistes

— ce chiffre est évidemment très inférieur à la réalité, puisque déjà plus de 25% des électeurs ont choisi de voter NVA, Dedecker ou *Vlaams Belang* et que les partis traditionnels sont truffés d'indépendantistes à peine masqués ;

4. Le *Vlaams Belang* recule

— s'il est vrai qu'il a perdu «quelques petites plumes», le VB reste bien incrusté partout et ses idées continuent à contaminer la société civile (cf. la politique flamande du logement autour de Bruxelles) ;

5. Le gouvernement fédéral est paritaire

— demi-mensonge, puisque le Premier ministre est toujours un Flamand depuis 1974, preuve de «l'emprise excessive

de la Flandre sur la Belgique» ;

6. Bruxelles est la capitale de la Flandre

— «un faux-vrai mensonge qui ne sera pas nécessairement éternel, si la Belgique devait imposer dans un avenir plus ou moins proche» ;

7. Le confédéralisme est peut-être "la" solution

— oui, si l'on pense à «un État fédéral minimum, sauvegardant l'essentiel (?)», c'est-à-dire la Sécu. Mais le nationalisme flamand ne garderait pas longtemps ce résidu de Belgique ;

8. Si tous les Belges étaient bilingues, tout serait réglé

— «C'est une illusion. La revendication autonomiste flamande n'en serait pas amoindrie» ;

9. Le but : c'est la pacification communautaire

— archi-faux, car un nouveau compromis ne réglera rien en profondeur. Les francophones devront apprendre à vivre «à côté de la Flandre. Pas contre elle. Mais plus nécessairement dans un même État» ;

10. Sans la Belgique, c'est le chaos

— cessons de nous faire peur : «des alternatives existent».

(Suite dans le JDM d'août).

J. L.

Idiotisme belge

"DIALOGUE DE COMMUNAUTÉ À COMMUNAUTÉ": encore un idiotisme belge pour éviter de dire "dialogue Flamands-Wallons" ou "dialogue Flamands-Francophones" voire "intrabelge". On pourrait proposer "dialogue intercommunautaire", ce serait plus clair et plus court. Mais je sais, dans "communauté à communauté", il y a un sentiment trompeur d'égalité, du genre "d'homme à homme" ou "les yeux dans les yeux". On est encore une fois dans le non-dit et le subliminal. Et puis, la notion de "communauté" fait l'affaire des Flamands puisqu'ils gomment ainsi toute référence à la région bruxelloise dont les habitants sont répartis "entre les deux grandes communautés du pays", comme on dit dans le sabir belge. Pourquoi utiliser le vocabulaire de l'adversaire politique ? De "communauté à communauté" est trompeur sur toute la ligne, il faut abandonner cette locution perfide et préférer le "dialogue intercommunautaire". C'est un moindre mal. Personnellement, au vu de l'évolution politique, j'opterais volontiers pour "dialogue international".

Pierre René Mélon

(lettre parue dans *La Libre*, 24.08)





**France, Québec,
Wallonie :
même combat**
Albert Salon
(L'Harmattan, 2008)

Voici un livre de grande clarté et de grande salubrité, écrit par un homme de vaste expérience qui unit étroitement dans sa pensée l'Hexagone et la Francophonie. 180 pages d'un texte d'une haute densité à la fois patriotique et politologique. Salon sait de quoi il parle : haut fonctionnaire de la Coopération et ambassadeur en Jamaïque où il installe une présence culturelle française, le défenseur infatigable de l'indépendance nationale et de notre langue n'a cessé de rencontrer et de combattre les forces apparentes et occultes de la mondialisation (y compris dans sa version eurocratique) et leurs complices démissionnaires par intérêt ou par lâcheté. La préface du député gaulliste Nicolas Dupont-Aignan salue comme il convient ce lutteur acharné d'une cause qui pourrait bien concerner le monde entier.

Car la France n'est pas seulement un État, c'est une nation porteuse d'un message universel qui heurte de plein fouet les forces dominantes de notre époque et qui attire sur elle leur haine ouverte ou sournoise. Message de liberté et de souveraineté du peuple, opposée au déterminisme totalitaire du marché. Message d'intérêt national qui n'exclut pas la générosité, mais qui refuse la résignation bêlante de ceux qui cherchent obstinément un suzerain étranger — avant-hier, le roi de Prusse, aujourd'hui le capitalisme américain. Message de la supériorité de l'homme sur la marchandise contre le matérialisme épais de ceux qui veulent mettre la planète à l'heure de la spéculation boursière, de la concurrence à tout crin et du libre-échange à la sauce des multinationales. Tout cela est porté par la langue française, vecteur de nos valeurs de civilisation et donc trahie par les Lamy, les Trichet et tous les petits missionnaires de la pensée unique. C'est pourquoi elle est menacée jusqu'à l'intérieur de la France (et j'ajouterais chez nous : il n'est que de contempler l'américanisation du visage com-

mercial de Bruxelles et le flot de chansons anglo-saxonnes que déverse sur nous la RTBF).

Salon est donc logiquement un détracteur sans concession des traités de Maastricht et de Lisbonne qui ont failli achever le processus de dépossession de la liberté civique au profit d'une technocratie dont l'étiquette européenne ne cache même plus le dessein mondialiste, mûri, il le rappelle très à propos, au sein de cénacles comme la Conférence trilatérale et le Club de Bilderberg. Il faut lire sa démonstration : elle met lumineusement au jour les dangers d'ouvrir la cage à ces monstres et d'écouter les mensonges de leurs géniteurs. Il espérait que le machin de Lisbonne serait soumis à référendum, comme son modèle maastrichtien. Les Français n'ont pas eu cette joie comme en 2005. La petite Irlande a pris le flambeau en relais, mais elle n'a pas la même puissance. Tiendra-t-elle bon ? En proie à leur délire d'uniformisation du grand marché, les europhiles présentent souvent la Belgique comme un modèle, avec une belle myopie ou avec le summum de la mauvaise foi. À cette Belgique, Salon règle son compte de belle façon. Les pages qu'il consacre à la Wallonie et à Bruxelles ne nous apprendront rien, mais comme elles sont bonnes à lire sous la plume d'un sagace Français de l'intérieur !

La démonstration se poursuit avec l'exemple du Québec, où un peuple frère résiste, sans haine mais avec ténacité, à la puissante attraction des modèles anglo-saxons. Les souverainistes n'y ont perdu le référendum de 1995 qu'à un demi pour cent de voix près (danger de l'immigration non filtrée !). On essaie de les persuader que leurs efforts sont vains et la baisse de leur démographie a de quoi susciter des inquiétudes. Mais ils ont pour eux une vieille tradition de combat qui est l'armature de leur mémoire : "Je me souviens" est la devise de leur province.

Notre auteur attire enfin l'attention sur des aspects moins perçus, mais aussi pernicieux, de la stratégie de ce qu'il appelle "l'empire". Celui-ci ne supporte pas la laïcité à la française ; il préfère le fractionnement de la société en communautés qui se développent chacune à part... et qui offrent ainsi plus de prises aux conquêtes de la pensée unique et de ce qui va avec. Il réproche l'islamisme, qui est une menace pour lui aussi, mais il encourage le particularisme des musulmans européens et ne se rend absolument pas compte que ses

propres excès dans le monde suscitent la fureur dans tout le monde islamique. De ce côté aussi, la France peut et doit agir. Salon l'invite à se méfier du concept d'Occident véhiculé par les États-Unis ; son passé et sa culture lui fournissent un projet bien mieux accordé, au fond, à un idéal occidental de bon aloi.

Le livre s'achève sur un éloge brillant de la Francophonie. Il montre sans peine que ses objectifs ne sont pas seulement linguistiques, mais aussi républicains dans le meilleur sens du terme. C'est pourquoi son organisation internationale attire des États dont la langue officielle n'est pas le français, mais que séduit le grand projet porté par le nôtre.

Je voudrais recommander aussi la lecture de l'ouvrage précédent d'Albert Salon, *Colas colo — colas colère. France - Empires - Libération* (L'Harmattan, 2007). À travers sa propre biographie d'enfant pauvre, parvenu grâce à l'école républicaine à de hautes responsabilités, il recense les pièges et les chances du monde actuel pour l'épanouissement de notre identité. J. R.

Paru en mai 2008,
le dernier ouvrage de
M. Paul-Henry Gendebien
(Cortext, Jean-Marc Dubray,
éditeur, 155 pp, 16 euros)

**Wallons et
Bruxellois
avec la France !**

Paul-Henry GENDEBIEN



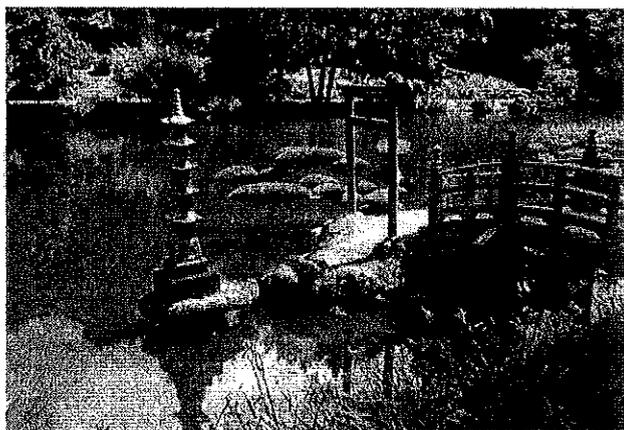
CORTEXT
Jean-Marc Dubray Éditeur

L'ouvrage est formé d'une sélection d'articles et de discours récents et enrichi d'analyses nouvelles. "Sans langue de bois, l'auteur propose aux Wallons la lucidité et la dignité. Des constats percutants, la force d'une conviction, une vision d'avenir."

DES GOÛTS ET DES COULEURS

Rêves d'Orient

Edwine Fastrez Levecq



Il faudrait le découvrir en mai ou juin : camélias, azalées, pi-voines et magnolias déclinent alors leurs couleurs pastel et exhalent leurs parfums infinis. Mais l'automne peut nous séduire. Une feuillaison flamboyante d'érables, de catalpas, de chênes nous donne une vision éblouissante du paradis extrême-oriental.

Vous l'aurez deviné, je vous emmène à la découverte d'un jardin japonais. Non pas celui de Kyoto — bien que l'heure soit aux voyages lointains — attribué à Soâmi, et qui abrite le plus ancien pavillon destiné à la cérémonie du thé, mais celui de Maulevrier, en Anjou, situé à quelques kilomètres au sud-est de Cholet. C'est le plus grand jardin japonais d'Europe. Vingt-neuf hectares de végétaux, d'eau et de minéraux où chaque détail a sa signification dans le respect du Yin et du Yang et des cinq éléments du Taoïsme (le feu, la terre, l'eau, le bois et le métal). Petits ponts rouges, statues khmères, arbres taillés en nuages, ici tout est harmonie et symbole. À l'opposé des jardins à la française, rectilignes et très or-

donnés, le jardin japonais n'est que courbes et mystères. Pas de jets d'eau majestueux mais une eau immobile propice à la méditation. Le jardin japonais est par essence chargé de messages. Il est l'horloge des jours, des saisons, de la vie, harmonie de l'espace et du temps. Il évoque l'image des différentes visions du paradis extrême-oriental. Il capte le souffle de la nature, écarte les maléfices pour nous porter à la sérénité...

Plus près de nous encore, le Parc Paradisio à Brugelette en Hainaut, nous offre, entre autres, la possibilité de découvrir le plus grand jardin chinois d'Europe ! Vingt artisans venus de Shanghai ont patiemment reconstitué, pour nous, le rêve de Han Wu Di, un puissant empereur chinois qui régna sans partage sur l'Empire du Milieu (140-87 av. J.-C.). Son rêve ? Devenir immortel, tels les elfes et les fées de l'Extrême-Orient qui vivaient dans trois îles fabuleuses à l'est de son Empire ?

En reconstituant à la perfection et en modèle réduit ces trois îlots, Han Wu Di espérait y rencontrer les Immortels, les séduire et leur dérober le secret de leur immortelle existence ! À l'image des « Pen Jings » (les ancêtres des bonsaïs japonais) plus l'énergie était condensée dans la miniature, plus ses propriétés étaient grandes. S'il ne rencontra jamais les Immortels, son jardin lui a survécu à travers le temps et il nous accueille deux mille ans plus tard à Paradisio...

Parc Oriental 49360 Maulevrier (du 7 mai au 30 septembre).
Tél. 0033 2 41555014 — Fax : 0033 2 41554889
www.parc-oriental.com

Parc Paradisio 7940 Brugelette(Hainaut) (du 22 mars au 2 novembre). Achat de billets en ligne : www.paradisio.be

Au revoir, Monsieur le Consul

Le 14 juillet dernier, lors de la traditionnelle réception au Palais des Congrès, M. Patrice Fers, Consul général de France, nous a appris qu'en vertu de la règle de la rotation de carrière, il devait quitter la Cité ardente. Il nous a dit ses regrets de devoir quitter une ville où lui et son épouse avaient rencontré tant de sympathie, tant de sincère francophilie.

En retour, M. Fers, n'a pas hésité à réciter un poème... en wallon, signifiant peut-être par là que les Liégeois étaient depuis toujours des Français de cœur en attendant de (re)devenir des Français à part entière.

Le comité de rédaction de Wallonie-France forme le vœu que M. et Mme Fers recueilleront les mêmes sentiments d'estime dans leur nouvelle affectation.



ÉCHOS DE FLANDRE

sep./oct. 2008

Jean-Paul Roos

La crise vue par la presse populaire

En Flandre, la presse quotidienne dite populaire est pour l'essentiel constituée de deux titres, *Het Laatste Nieuws*, de tendance libérale (VLD), et *Het Nieuwsblad*, qui fait partie du groupe *De Standaard*.

Rapporté à la population flamande, le tirage de ces deux titres est énorme : plus de 500.000 exemplaires.

La lecture des quelques extraits qui suivent, glanés dans le courant du mois de juillet, donnera une idée de l'unanimité qui existe en Flandre quant à l'exigence d'autonomie accrue pour les entités fédérées et du peu d'attachement de la population pour la Belgique et la monarchie, qui est carrément brocardée.

14 juillet : démission d'Yves Leterme – "Ça suffit"

Sous le titre "Ça suffit" (en français), le rédacteur en chef de *Het Nieuwsblad*, Michel Vandersmissen, écrit : «il est devenu évident (...) que le modèle fédéral belge est mort et enterré. Nous devons opter résolument pour un modèle confédéral, composé d'Etats disposant d'une indépendance raisonnable, où l'on déterminera d'abord ce qui sera décidé au niveau régional et puis seulement quelles sont les compétences qui subsistent pour un niveau national coiffant le tout».

Et de conclure : «Le dialogue de communauté à communauté, sans le patronage du niveau fédéral, est peut-être la dernière chance de la Belgique».

21 juillet : "La brabançonne sur le Titanic" et "The show must go on"

Dans *Het Laatste Nieuws*, Jan Segers, après avoir comparé les fanfares militaires du défilé à l'orchestre du "Titanic", qui continuait de jouer alors que le navire coulait, relève que «des centaines de "Vive le roi" retentissent dans le public, et aussi deux ou trois "Leve de koning". Mais qu'a-t-il dû penser, Albert ? Combien de fois encore, ce spectacle ? Et qu'a dû penser son fils, le prince héritier, là à côté de sa ravissante, ruiselante Mathilde (en français dans le texte) ? Que la question n'est plus de savoir quand il deviendra roi des Belges, mais s'il le deviendra un jour ?»

L'éditorialiste fait ensuite remarquer que le roi n'a pas commencé son allocution par le traditionnel "Mes chers compatriotes", mais par "Mesdames, Messieurs", formule «tellement plus neutre et plus distante, conscient qu'il est que de moins en moins de ses sujets se sentent encore véritablement compatriotes».

Et de conclure : «La Belgique de votre frère Baudouin, sire, n'existe plus. Et ne reviendra jamais. Et donc, sire, vous avez eu mille fois raison de dire, à la cinquième phrase de votre allocution, "Nous devons inventer de nouvelles formes de vivre-ensemble dans notre pays". Vous vouliez dire "confédéralisme". Mais je comprends que, pour l'instant, ce mot est trop sensible pour que vous le prononciez. L'année prochaine peut-être, same place, same time».

Dans *Het Nieuwsblad*, pas d'éditorial, mais une relation strictement chronologique du défilé, en pages intérieures, sur un ton badin, un brin irrespectueux, voire sarcastique, sous le titre "The show must go on". Quelques extraits :

«16 h 42 : Paola a froid (nous, ça fait longtemps) ; sa dame de compagnie lui tend un poncho.

16 h 43 : Mathilde a froid. Elle aussi reçoit un châle. Claire paraît imperturbable dans son ensemble. Porterait-elle un petit damart ? Lentement, mais sûrement, il apparaît que les dames s'ennuient.

16 h 49 : Le grand amour. Claire pose d'abord la main sur l'accoudoir du siège de Laurent. Bien vite, ils se tiennent par le bras. Laurent réagit à peine. Avec ses lunettes solaires, on ne voit pas s'il est éveillé ou s'il dort.

17 h 00 : Premier échange de paroles entre Albert et Paola : "Tu n'aurais pas un mouchoir ?" Elle en a un, et il se mouche».

Fin juillet : rapport des médiateurs et ultimatum de la NVA

L'éditorialiste de *Het Laatste Nieuws* choisit de traiter du rapport des trois médiateurs par le mépris et la raillerie.

La veille de la présentation du rapport : «Pour que l'on comprenne bien : la mission des trois médiateurs ne sera une réussite que si aucun ministre ne doit interrompre ou reporter ses vacances.

L'ambition du trio Lambertz, Langhendries, de Donnée ne va pas au-delà. (...) Je parierais une fortune que, dans sa cuisine provençale, Laurette Onkelinx ne détournera pas un instant le regard de sa salade niçoise – "tu me passes les courgettes, chéri ?" (en français dans le texte) – pour examiner la formule de négociation proposée».

Et le lendemain de la présentation dudit rapport : «Hier, les lecteurs se sont vu offrir un nouveau mot sur lequel trébucher : le dialogue interinstitutionnel. Interinstitutionnel ? C'est la combinaison de lettres la plus imprononçable et la plus creuse depuis le chasseur sachant chasser sans son chien.

Mais telle était l'intention de Messieurs Lambertz, Langhendries et de Donnée : masquer l'échec de leur mission royale en se gargarisant d'un mot qui évoque tant de complexité et de sérieux que même sa majesté s'y est laissé prendre. Albert était si impressionné qu'il s'est empressé de demander au trio de poursuivre sa mission au moins jusqu'à la mi-septembre. On ne change pas une équipe qui gagne. Et vive le dialogue interinstitutionnel (en français dans le texte) !

On remarquera que, dans ces journaux, les membres de la famille royale sont désignés par leur prénom, sans plus, et que ni "sire", ni "sa majesté", ne sont écrits avec une majuscule ...

>>>

* * *

Unanimité flamande

L'unanimité flamande quant à la nécessité d'une profonde réforme de l'État ne se manifeste bien sûr pas que dans la presse. Elle est alimentée par l'image qui est donnée d'une Wallonie pauvre, arc-boutée sur le passé.

Deux exemples :

Karel Van Eetvelde, l'administrateur délégué de l'Union des entrepreneurs indépendants (Unizo), déclare : «*Nous avons besoin d'une politique de l'emploi différenciée.*

Je ne veux pas donner aux entreprises flamandes saines les médicaments dont ont besoin les entreprises wallonnes malades, et vice versa.

L'OVV, le Centre de concertation des associations flamandes (53 associations affiliées !), intitule un de ses communiqués "Il y a des limites à la solidarité".

«De plus en plus de Flamands estiment que les limites de la solidarité avec la Wallonie et Bruxelles sont nettement dépassées. La Flandre paie 40 % des allocations familiales et des indemnités de chômage à Bruxelles. Il reste en Flandre des tas de besoins sociaux auxquels il faut encore répondre ; la pauvreté augmente et les coûts du vieillissement commencent à se faire sentir. Les tentatives wallonnes pour se prendre en main, comme le plan Marshall et d'autres, ne produisent pas de résultats tangibles. Et les tracasseries francophones, jusque devant les instances européennes, à propos de l'assurance soins de santé flamande, témoignent du manque de respect envers les Flamands et pour la solidarité dont ils

font preuve depuis 40 ans. Incompréhensible et inacceptable. On nous crache dans la main. Et de réclamer, bien entendu, une politique de l'emploi et une sécurité sociale autonomes. *«C'est dans l'intérêt de tous les Flamands, et aussi des Wallons, s'ils veulent prendre leurs responsabilités. Changeons les lois. Est-il concevable qu'une majorité demeure l'otage d'une minorité qui a une autre vision des choses ?*

Voilà qui est clair

Après avoir constaté que le CD&V se fait phagocyter par la NVA, Filip Rogiers, dans *De Morgen*, est on ne peut plus clair : *Chacun sait que, pour la NVA, aucune réforme de l'État ne sera assez bonne, sauf la définitive, qui s'appelle la fin de la Belgique. C'était le cas avant-hier, ce l'est aujourd'hui et ce ne sera pas différent demain.*

Un autre son de cloche...

... mais pour d'autres fidèles !

L'écrivain flamand Stefan Brijs porte un regard critique sur sa région. [En Flandre,] *il est très difficile d'avoir un discours posé pour l'instant*, dit-il. À la question "Comment décrire l'opinion publique flamande actuelle ?", il répond :

«Beaucoup d'agressivité. La Flandre va trop bien et les Flamands ont peur de perdre quelque chose. Les francophones sont les étrangers de service, tout est de leur faute.

Mais il est vrai que cette déclaration est parue dans *Le Soir* !

Le divorce belge inspire la presse française

Fastidieuses ou pas, lisez ces énumérations : *Libération, Le Monde, La Voix du Nord, Le Républicain lorrain, Le Courrier picard, Le Parisien, Le Figaro, La Croix, Ouest-France, La Charente Libre, Le Dauphiné libéré*, pour ne citer que quelques titres, la plupart des quotidiens français (nationaux comme régionaux) décortiquent la crise existentielle que traverse la Belgique depuis plusieurs mois. S'intéressent également à notre sort des hebdomadaires et des mensuels de grande diffusion tels que *Marianne, Le Nouvel Observateur, Courrier International, L'Express, Le JDD, Le Point, Paris Match, Le Monde diplomatique*, etc. qui, très souvent à la une ou dans des dossiers fouillés en pages intérieures, informent leurs lecteurs sur l'imbroglio politique dans lequel patauge l'État belge à bout de souffle. Si l'on ajoute à ces médias les chaînes radiophoniques et télévisuelles

telles que TF1, FR2, FR3, FR5, TV5, RFI, Arte, France 24, RMC, les agences de presse internationales (AFP, Reuters) et les innombrables blogs consultables sur Internet, on aura une idée de l'intérêt que suscite le sort de la Belgique d'un bout à l'autre de l'Hexagone. Toutes les couches de la société française sont maintenant bien au courant des secousses périlleuses ou salutaires (c'est selon !) qui ébranlent l'État belge et nombreux sont ceux qui, comme moi vivant sur le sol français, sont "harcelés" de questions que leur posent les Français sur le présent et l'avenir de la Wallonie.

Ce qu'il faut retenir de ces milliers de comptes rendus, rappels historiques, bilans économiques, commentaires, prises de position, billets d'humeur, c'est à la fois la prudence diplomatique assez compréhensible de la France officielle (qui s'en tient au principe "non-ingé-

rence mais non-indifférence") et la sympathie que témoigne le peuple de France, en toute franchise ou avec réserve, à ses frères et sœurs de Wallonie arrachés à la République par les soubresauts de l'Histoire. Ainsi donc la majorité des Français sont favorables au retour de la Wallonie dans la Nation après une aussi longue séparation ? Voilà qui constitue, pour beaucoup de Wallons, une découverte surprenante ! Eux qui, depuis leur naissance — le déclin des charbonnages et des grandes industries wallonnes remonte à une quarantaine d'années — ont vécu dans l'idée fautive mais bien incrustée par le régime belge et par la Flandre qu'ils étaient des perdants, des paresseux, des moins que rien. Or rien n'est plus nocif que cette croyance erronée ! Rien n'est plus destructeur que cet autodénigrement mal à propos ! Sans doute sont-elles loin derrière nous les 120 premiè-

res années de l'existence de la Belgique, celles qui ont vu l'installation d'un pays prospère tiré en avant par la Wallonie, à l'époque deuxième puissance économique du monde, après l'Angleterre. . .

Les Français, heureusement, n'ont pas subi ces tristes influences belgo-belges et voient le Wallon tel qu'il est : un citoyen travailleur, ordonné, ingénieux et persévérant, honnête, de bonne humeur et, en plus, qui parle français ! Sans discussion, c'est un des leurs... (*)

Pierre Mélot

(*) Il s'agit, en résumé, de l'idée que se fait communément le Français de son presque compatriote wallon. Interrogez ! Vous verrez.

«Et si Bruxelles devenait française ?»

titre *Le Nouvel Obs'* (7-13.08). En 3 pages, Claude Askolovitch expose excellentement les raisons de «la guerre des Belges». Mais, en dépit du titre, il ne parle pas de Bruxelles et de ses enjeux. En fait, l'auteur ne braque sa loupe que sur la Wallonie qui, «longtemps, a oublié d'exister». Une Wallonie qui maintenant veut se cons-

truire parce que «tout pousse à (son) autonomie, en réponse à l'irréductibilité flamande».

«J'ai cru au fédéralisme belge, avoue Robert Collignon. Mais je n'imagine plus un avenir pour les Wallons dans cette Belgique que les Flamands veulent détruire. Donc, il reste la France. Et le peuple wallon est en train de venir à cette conclusion, plus rapidement que ses élus !». Tout est dit.

Jean Baptiste Naudet, lui, tâte le pouls de la Flandre. Il y constate l'évidence : «Rien ne semble pouvoir arrêter (sa) marche vers l'indépendance». Mais la séparation sera-t-elle pacifique ? À ce jour, personne ne peut l'affirmer. Autre question : La France doit-elle s'en mêler ? Elle qui ne voit qu'un problème interne à la Belgique. «Mais peut-être est-il temps, pour une fois, conclut J.-B. Naudet, de prendre les "histoires belges", dont les Français sont friands, au sérieux». C'est aussi notre avis.

À épingler enfin la ferme prise de position de Paul-Marie Coûteaux, député souverainiste français au Parlement européen. Puisque le divorce belge semble inévitable, alors à ce moment-là, «nous devons ouvrir nos bras aux "Français du Nord" pour trois raisons :

1) Il est dangereux de laisser

s'envenimer des conflits communautaires : la minorité wallonne ne peut pas être laissée seule face aux provocations identitaires de la majorité flamande. La séparation à l'amiable des Tchèques et des Slovaques a donné l'exemple, le drame yougoslave, le plus terrible contre-exemple.

2) Notre République ne doit pas se soustraire à un devoir national, inscrit dans l'histoire et la géographie, ni craindre que des peuples veuillent s'associer librement à elle, selon des modalités à définir.

3) Nous écartons une "Europe des régions" substituant au cadre national de petites entités sur lesquelles régnerait une Commission aux mains des oligarchies. Une Europe que les peuples rejettent. Quand ils sont consultés...»

«Sans compromis, la Belgique est condamnée»...

répond à Anne Dastakian (Marianne, 9-15.08) Damien Thiéry, le bourgmestre de Linkebeek qui, rappelons-le, attend toujours sa nomination de la Flandre. L'édile se déclare pessimiste quant à l'avenir de la Belgique, car les francophones sont maintenant à la merci de la seule bonne volonté flamande. J. L.



Un sondage miraculeux ou inscrit dans les astres?

Après le désormais historique sondage du *Soir-La voix du Nord* (29.07), le temps s'accélère. Pourtant, de façon prémonitoire, quelques jours plus tôt *Libé* (16.07) consacrait trois pages au petit royaume sous le titre «Belgique être ou ne pas être ?».

«L'essentiel : La Belgique s'enfoncé dans la crise après la démission lundi du Premier ministre Yves Leterme. Le contexte : depuis sept mois, Leterme essaie de trouver une formule magique pour faire cohabiter Flamands et francophones. L'enjeu : l'existence même

du royaume».

Dans son édit, Fabrice Rousselot s'interroge : «Qu'est-ce qui rongé la Belgique ? Quel mal étrange rend ce pays ingouvernable et ingouverné ? (...) Mais le constat est celui d'une nation malade, incapable de s'inventer un avenir commun. (...) Il serait grand temps que les politiques mettent un peu d'eau dans leur houblon et parviennent à un accord. Le roi, on le sait, veut éviter à tout prix de convoquer des élections anticipées en septembre, car, dans ce contexte agité, tout le monde craint de voir les extrémistes remporter la mise. Dans leur immense majorité pourtant, les Belges (...) ne veulent qu'une chose : une solution raisonnable.»

Voici quelques titres : «Belgique, l'échec annoncé au roi»; «Au bord du gouffre»; «Ce n'est pas qu'une querelle de village». titre de l'interview de Vincent de Coorebyter qui estime que le casse-tête belge est lié à la mondialisa-

tion : «Peut-être s'agit-il moins de l'Europe que de la globalisation. On observe effectivement une crainte de voir ses racines disparaître.»

Le lendemain du sondage, *Le Figaro* (30.07) titre en une : «Belgique : un Wallon sur deux pour le rattachement à la France». Sous une photo de membres du RWF, manifestant le lendemain de la fête de la Communauté flamande, Jean-Jacques Mével écrit : «La menace d'un divorce fait chuter les tabous. Les Wallons qui s'estiment éconduits par les partenaires flamands, affichent désormais leurs penchants pour la France : 49% d'entre eux se laisseraient séduire par le "rattachement" si la rupture de la Belgique devait être consommée après 178 ans de mariage. Jusqu'ici, les 4 millions de Wallons passaient comme l'ultime rempart du royaume. Depuis des années, ils encaissaient sans rien dire les exigences de leurs 6 millions de compatriotes >>>

flamands et toutes leurs vellétés de prendre le large. Aujourd'hui, ils commencent à se rebiffer et font monter les enchères. (...) Ce sondage ne serait qu'un geste de dépit ? (...) Paul-Henry Gendebien, fondateur et président de du RWF pro-français, croit pourtant son heure venue : "C'est le résultat de la déliquescence accélérée de l'État belge. Au bord du précipice, les Wallons éprouvent un besoin de sécurité et de stabilité. La solution française est quelque chose à quoi se raccrocher. Soit par enthousiasme. Soit par résignation. Le séparatisme avec les Flamands ne sera qu'un mauvais moment à passer."

Quant au politologue Pascal Delwit (ULB), il remarque que, « depuis la troisième démission d'Yves Leterme, les partisans du rattachement redressent la tête. L'union avec l'Hexagone, sujet longtemps sulfureux, n'apparaît plus tout à fait comme une blague ». À l'image de P.-H. Gendebien, les francophiles soulignent une longue proximité culturelle, judiciaire et administrative, héritage de la révolution française, de Napoléon et des idéaux fondateurs du royaume.

« En 1830, ajoute P. Delwit, la Belgique voulait être une deuxième petite France. Ce romantisme risque cependant de se heurter à de solides réalités. Comme avec le Québec mais cette fois dans un voisinage direct, la France s'en tient pour le moment à une ligne qui peut devenir acrobatique : "ni ingérence, ni indifférence". »

Soutiens français

Pour la première fois, un grand quotidien fait le point sur ce que pense la classe politique française. Ainsi dans le même n° du *Figaro*, Sophie Ravinel, nous révèle : « Ces élus de l'Hexagone qui plaident pour un "rattachement" ». Tout en constatant que le sujet ne passionne guère la classe politique française, elle remarque pourtant que, « malgré tout, il existe des hommes politiques français qui ont un avis assez favorable sur la question. Il s'agit pour l'essentiel de membres de la sensibilité "souverainiste", de droite comme de gauche. Parmi eux, Philippe de Villiers : "Si les Wallons veulent rejoindre notre pays, il serait mal venu de s'y opposer !" (il) a déjà réfléchi à la question et cite l'article 88 de la Constitution, "qui per-

mettrait d'accueillir les Wallons dans une sorte de contrat d'association". (...) Député européen souverainiste "né Belge", Paul-Marie Coûteaux observe lui aussi avec "consternation" cette destruction progressive des États aux bénéfices des régions, des petites entités politiques sans rayonnement qui vont rendre naturel le transfert des prérogatives du super-État européen (ndlr : l'Europe des régions de José Huppert). Pour le député, si possibilité de rattachement il y avait, la France devrait trouver en face d'elle "une autorité légitime et légitime" pour discuter. Citons encore Georges Sarre sur la gauche de l'échiquier politique : « Tout le monde connaît la Belgique mais qui connaît vraiment son histoire française ? » s'interroge l'ancien ministre PS. Il semble optimiste, soulignant que, dans le sondage, la majorité wallonne favorable au rattachement « devient absolue chez les moins de 49 ans, c'est-à-dire les générations qui représentent l'avenir de la Wallonie ».

Favorable aussi le député UMP Sébastien Huyghe, tandis que Christian Vaneste, autre député UMP, ajoute que : « la France gagnerait 5 millions d'habitants (ndlr : c'est à dire la Wallonie et Bruxelles) ce qui renforcerait son poids en Europe face à l'Allemagne ». Mais il émet un bémol : « La Wallonie est à majorité socialiste, un socialisme pire que chez nous ! »

Le grand-duc

Venons-en au cas Daniel Ducarme qui, au passage, ne se dit absolument pas rattachiste.

Dans *Le Monde* (11.07, « La Belgique française d'un député francophone »), Jean-Pierre Stroobants ironise : « C'est un document de 30 pages, totalement inédit depuis la crise institutionnelle belge. Intitulé "Loi organique portant statut d'autonomie de la Belgique française", il expose ce que l'Assemblée nationale et le Sénat français pourraient adopter, après une déclaration de conformité du Conseil constitutionnel, et avant promulgation par le président de la République. À savoir l'incorporation de la Belgique francophone, dotée préalablement d'un statut de collectivité territoriale autonome, dans la République. Le texte a été rédigé par des juristes belges, aidés par des spécialistes français dont l'identité n'a pas été révé-

lée (ndlr : on joue aux mystérieux conspirateurs) (...) Soumise aux lois générales de la République, la "Belgique française" jouirait d'une large autonomie, notamment dans le domaine de l'enseignement, de la recherche, de la culture et de l'audiovisuel. Son identité culturelle spécifique inclurait la maîtrise des langues flamande à Bruxelles et allemande en Wallonie, aux côtés du français. La "collectivité autonome" élirait un président et un vice-président mais garderait le roi, réduit à des missions protocolaires. Le système monarchique garde, il est vrai, les faveurs d'une majorité des francophones belges... ». Bref, ça ne sert à rien de jouer aux carbonari pour accoucher d'un micmac ubuesque.

Pour *Le Canard enchaîné* (23.07) : « Alors que la Belgique s'enfoncé dans la crise politique, une solution de bon sens refait surface : le rattachement de sa partie francophone à la France. Daniel Ducarme, ex-président du Mouvement réformateur belge, a déniché dans la Constitution française un article 88 — qui permet "des accords avec des États qui désirent s'associer pour développer leurs civilisations". En l'interprétant largement, on pourrait non pas "rattacher" purement et simplement la Wallonie et Bruxelles à la France, mais les associer, selon Ducarme, "avec une large autonomie, inspirée de ce qui se fait avec la Polynésie". Les cocotiers et les vahinés à deux heures de train de Paris? C'est vendable, sauf si les Flamands répliquent en proposant le rattachement de la Wallonie à Tahiti ! »

L'affaire dalaï-lama

Dussé-je choquer certains de ses chauds partisans parmi nos lecteurs, avouons que la gestion de la visite du dalaï-lama a été — de l'avis général sauf quelques irréductibles — assez calamiteuse. Oh bien sûr ! Il y a la raison d'État, les gros contrats et tout ça... Tiens, mais où était passée la grande donneuse de leçons "droits-de-l'hommes" Rama Yade ? Ah oui ? En vacances. Où ? Secret défense ? On en est là ? On en est là !

Et pour *Le Canard enchaîné* (13.08) : « Pour l'Élysée et le gouvernement : Le dalaï-lama, c'est l'évité d'honneur ! Cachez ce Saint... ».

Enfin pour *Libé* (14.08) « Pas de podium pour le dalaï-lama ». Claudio Opassich



ÉPINGLÉ DANS LA PRESSE

Il faut sauver le patrimoine wallon

Si l'on en croit M. Pierre-Yves Kairis (cf. *La Libre* 05.06), «le patrimoine wallon est dans un état lamentable» à un point tel que les restaurateurs de l'Institut royal du Patrimoine artistique (IRPA) en sont restés comme deux ronds de flan ! Ce sont surtout les œuvres conservées dans les églises, c'est-à-dire la majorité d'entre elles, qui se portent mal et même très mal, «mais c'est à peine mieux dans les musées» (ndlr : on peut supposer ici que le dévouement de nombreux conservateurs n'est pas mis en doute).

Si en 1948, ajoute le chef de département f.f. en conservation-restauration, la Belgique était un modèle en matière de conservation dudit patrimoine, elle est à la traîne aujourd'hui et «il faut avoir la lucidité de reconnaître que c'est au sud du pays qu'elle doit cette triste position».

M. Kairis propose toutefois dix mesures à mettre en chantier afin de «sauver ce qui peut encore l'être». Il faut entre autres : regrouper les compétences ; "labeliser" les restaurateurs d'œuvres d'art ; former à la prévention le personnel des musées ; créer un corps de conservateurs gérant notamment le patrimoine des églises et enfin «lutter contre l'inflation des expositions temporaires» qui constituent un danger grave pour beaucoup d'œuvres souvent fragiles (selon Michel Laclotte, ancien directeur du musée du Louvre).

Attendons les réactions des responsables des musées wallons à qui manquent peut-être les moyens humains et financiers pour agir !

Il y a bien une Région wallonne, mais il n'y a toujours pas de réelle conscience wallonne. C'est pourquoi, chères vieilles choses, on vous néglige !

Retour à la case départ ?

«La Belgique politique semble irrémédiablement bloquée, estime le député fédéral Denis Ducarme (MR) dans sa

carte blanche du *Soir* (24.06), et tout compromis semble improbable». Alors que les partis flamands ont peaufiné leur stratégie, les partis francophones, éternels "demandeurs de rien", continuent de s'étripier en douce.

«Il est vrai, soupire l'auteur, que l'électorat francophone ne (leur) facilite pas la tâche, notre opinion demeurant parfois (sic) aveuglément fidèle à la Belgique unitaire de grand-papa, allant de manière surréaliste jusqu'à plébisciter encore un homme politique flamand à la première place d'un sondage politique récent». Bien vu, M. Ducarme junior, mais la faute à qui ? À cette caste de politiciens wallons et bruxellois qui n'ont jamais cessé de bourrer la cervelle de leurs électeurs d'illusions et de faux espoirs !

Et l'auteur de boucler en rompant une lance en faveur d'un «projet confédéral», seule manière à ses yeux de sauvegarder son beau souci, la Belgique. Tout dépend du sens à donner au mot confédéralisme : ou ce sera un État encore vaguement fédéral (mais à la sauce flamande) ou il y aura deux ou trois États souverains qui s'empresseront peut-être de former une *New Belgium*. Dingue, non ?

Une confédération à la belge ?

Le même jour, Vincent de Coorebyter réagit à la proposition de Philippe Moureaux d'aller vers un confédéralisme conservant un État belge et rappelle justement qu'il ne peut y avoir un État confédéral, puisqu'une confédération naît d'un traité signé par plusieurs États souverains.

Cependant, ajoute le directeur général du CRISP, il peut y avoir des accommodements avec le diable. Entendons par là qu'un État resté fédéral peut adopter des formules de compromis "à la belge". Ainsi certaines matières (à définir) pourraient ressortir exclusivement du pouvoir confédéré.

Prudemment, V. de Coorebyter termine son analyse de la situation comme suit : «l'adoption de traits confédérés au sein du système belge n'est pas forcément d'inspiration flamande». Appel est lancé ainsi aux grosses têtes francophones : trouver encore quelques entourloupes afin de sauver la *België* et, accessoirement, leurs prébendes.

On est bon Flamand ou on ne l'est pas

À la mi-juin, la commune d'Overijse ouvre un bureau de délation : les bons Flamands du cru sont priés de moucharder leurs mauvais compatriotes, comprenons ceux qui s'obstinent à utiliser le français.



Le lendemain, Marino Keulen (*Open VLD*), ministre des Affaires intérieures de la Flandre, s'émeut de la chose. Ses scrupules lui vaudront une volée de bois vert de plusieurs de ses collègues (*CD&V/NVA*, *Vlaams Belang*) défendant mordicus «l'initiative d'Overijse (qui) s'inscrit parfaitement dans la politique de la périphérie flamande». De vrais Flamands, eux, pas des demi-sel comme Marino !

Le 18 juin, Olivier Maingain interpelle le ministre fédéral de la Justice, Jo Vandeurzen (*CD&V*) qui ne voit, dans cette affaire, rien de contraire à la loi. Chacun est libre de dénoncer ou non, a-t-il soutenu en substance. C'est pas beau, la démocratie ?

Nouveaux Flamands

Le 24 juin, la presse rapporte le coup de trompette de Marino Keulen, aussi ministre de l'Intégration civique. "C'est nous les meilleurs en Europe à réussir l'intégration", se réjouit Son Excellence. La preuve : cette année, 15.000 immigrants sont devenus des Flamands à part entière et, en 2009, il y en aura 20.000 de plus.

Et gare aux irréductibles — une petite poignée seulement — qui osent bouder les cours de néerlandais ! Les amendes vont pleuvoir sur ces saboteurs, et le tarif est salé : de 50 à 5.000 euros. Bien fait ! on ne badine pas avec mère Flandre.

>>>

Taiaut, taiaut...

Le 8 juillet, M. Christian Van Eyken (FDF), seul élu francophone au Parlement flamand, dépose plainte devant la Commission européenne contre les mesures discriminatoires prises par les communes flamandes de Zaventem et de Vilvoorde.



C'est une chasse aux francophones, inspirée par l'extrême droite, déclare l'élu francophone. En attendant une décision européenne, Marino Keulen défend résolument son enfant, le *Wooncode*.

L'espoir fait vivre

Jouant au raccommodeur de la porcelaine belgeoise, le sénateur Alain Destexhe (MR) s'est fendu d'un ouvrage destiné à faire honte aux Belges francophones. Ils ont en effet, soutient-il, leur part de responsabilité dans la montée en puissance du radicalisme flamand.



Le Mouvement flamand expliqué aux francophones prétend dénoncer l'aveuglement séculaire de ces derniers : le refus d'octroyer des facilités linguistiques aux minorités flamandes (à La Hulpe, Waterloo, etc.) ; le rejet de la langue flamande par de nombreux fonctionnaires wallons en poste dans les villes du Nord ; les excès de la propagande des Ligues wallonnes en faveur de l'usage exclusif du français (afin de sauver l'unité de la Belgique) ou encore l'incroyable retard mis à traduire en néerlandais la Constitution belge (ndlr : traduite en 1925, mais reconnue juridiquement en 1967).

Christian Laporte termine son compte rendu (*La Libre*, 18.06) par une phrase

de l'auteur : «Où, bien sûr, j'espère que le message passera aussi dans le nord du pays». Certes, l'espoir est ténu. En attendant, il ne nous reste qu'à prier pour que nos "amis flamands" nous pardonnent nos fautes passées. Et nous donnons l'absolution ?

Product of Belgium

«La Belgique est un produit remarquable». Un produit ? Le mot ne pouvait venir que d'un homme rompu aux affaires. Et, en effet, il s'agit de M. Philippe Suijnen qui, dans *Le Soir* (28-29.06), adjure les responsables politiques flamands et francophones de rester unis pour sauver le label belge ! Une Belgique qui, comme il a pu le percevoir au cours de ses missions internationales, présente une image singulièrement écornée à cause des excès linguistiques d'une certaine Flandre. Inquiet, le futur directeur de Wallonie Bruxelles International veut d'abord renforcer les liens entre les deux Régions. Pour s'opposer à la Flandre ? Non, mille fois non puisqu'il souhaite, au nom du réalisme économique, voir se réunir un conseil de famille, de la famille belge s'entend. Pour en revenir à une Belgique unitaire sans doute ?

Eurêka ! i gna ka...

M. Vincent Laborderie a beaucoup réfléchi et, ô miracle, a trouvé la solution pour sauver la Belgique à la satisfaction de tous, Flamands et Francophones fraternellement réunis pour l'éternité. Son idée de base est d'une simplicité enfantine : il suffit de «distinguer les aspects communautaires, linguistiques et culturels (des) aspects socio-économiques» (cf. *La Libre*, 02.07). Ainsi, continue le doctorant en sciences politiques (UCL), une nouvelle région Bruxelles-Capitale comprendrait les communes du Brabant flamand (toujours gérées par la Communauté flamande) et, pour l'équilibre (?), les communes du Brabant wallon, «appartenant aujourd'hui à la Région wallonne» reviendraient à la Communauté française. En clair : grâce à ces "annexions", une énorme région centrale serait créée en reprenant aux deux autres Régions le meilleur en matière économique. Et, pour que nul ne l'ignore, «ce faisant, on assurerait l'unité de la Belgique». Oui, mais...

«il est tout à fait prévisible que les extrémistes de tous bords s'opposent au



projet décrit ici» gémit l'auteur. Les extrémistes... ou plutôt les réalistes politiques et économiques qui savent, eux, que, dans une question devenue passionnelle, tous les aspects du conflit communautaire sont étroitement liés ? En tout cas, saluons ce bel exercice dû à un Archimède de la dernière chance belge.

Halte au feu !

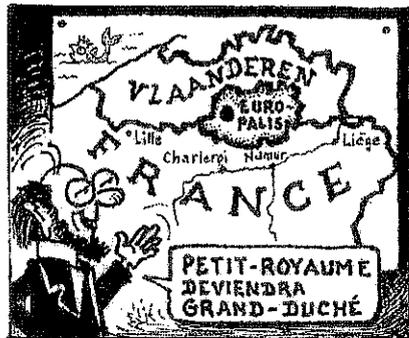
Le même jour, M. Guy Vanhengel (*Open VLD*), ministre flamand de Bruxelles, appelle ses compatriotes à calmer le jeu linguistique. D'autant qu'il voit «le discours du "eigen volk eerst" (son propre peuple d'abord, l'ancien slogan du Belang, ndlr) est en train de gagner du terrain», chose qui le préoccupe grandement. D'autant encore qu'il regrette de voir l'image de Bruxelles abîmée en Flandre, alors que l'étranger ne connaît qu'elle !

Dès lors, une seule solution s'impose aux yeux du ministre : il faut d'urgence refinancer Bruxelles, moteur économique d'un pays regroupant «les deux Régions les plus prospères d'Europe : le Brabant flamand et le Brabant wallon». Moralité : qui se ressemble s'assemble (voyez ci-dessus).

Palsambleu, v'là l'Grand-Duc...

«Devant l'échec des dernières négociations, il y a lieu d'anticiper la fin de la Belgique», constate M. Seb Jibiche (*La Libre*, 26-27.07), dont la préférence va au plan Ducarme. Mais il en propose une variante originale : en revenir (presque) au Moyen Âge par la création d'un grand-duché de Brabant, comprenant Bruxelles et l'ancienne province belge de Brabant. Et pour le reste ? — la Flandre serait indépendante ; — la Wallonie rattachée à la France. Exit donc la Belgique... y compris le nom ! Quant aux nouveaux Grand-Ducaux, ils deviendront bilingues (ou plus) et jouiront de droits sociaux, fiscaux et politiques égaux (y compris, >>>

sauf erreur, les ressortissants de l'UE). Mieux encore, le nom de Bruxelles disparaîtrait aussi — décidément, c'est une manie ! — et la ville s'appellerait... "Europalis".



Enfin, pour couronner le tout, le roi des (ex-)Belges prendrait le titre de grand-duc. Si c'est pas une déchéance, ça ! Avantages (entre autres) du plan : — la Wallonie, amputée de sa plus riche province, verrait sa part de dette reprise par la France ; — la Flandre ne paierait plus qu'un tiers de sa dette.

De la sorte, conclut M. Jibiche, «un minimum de Belgique» serait sauvée à la satisfaction de tous ses nostalgiques. Ils pourront y trouver refuge pour y chanter, enfin rassemblés, une "Mini-Brabançonne".

Wallonie, où va ton eau ?

Ou, selon les mots de Philippe Lawson (La Libre, 04.07), «L'or bleu wallon (est-il) pompé indûment ?»

Il y a là de quoi étonner le Wallon lambda lorsqu'il apprend que les eaux extraites du sous-sol de sa propre Région sont gérées par Vivaqua, l'intercommunale bruxelloise de production et de distribution d'eau, en vertu d'autorisations accordées parfois au XIX^e siècle. Non seulement la société pompe à tout va (près de 130 millions de m³ par an), mais encore revend le "produit" (après traitement ?) aux distributeurs wallons, tels que la CILE (Compagnie Intercommunale Liégeoise des Eaux) et à la SWDE (Société Wallonne Des Eaux). Mieux, «ses licences lui permettent de pomper l'or bleu wallon de façon quasi gratuite», puisque ses infrastructures sont le plus souvent amorties depuis belle lurette. Enfin, et c'est un comble, «Vivaqua vendrait l'eau wallonne moins chère en Flandre qu'en Wallo-

nie», assertion démentie toutefois par la direction. Alors, les Wallons, cocus et contents ? Pas tous, heureusement, car le ministre wallon Benoît Lutgen (CDh) entendrait «rééquilibrer» la situation. Demain verra-t-il l'or bleu vendu au prix de l'or noir ? Voilà qui remettrait un peu de beurre dans nos épinards wallons.

Faciliteiten à la wallonne

Habilement, M. Rudy Demotte a profité des embrouilles linguistiques pour montrer que la Wallonie, qu'il pilote, est accueillante à tous (cf. Le Soir, 04.07, entretien avec David Coppi). Et, pour ce faire, le ministre-président compte accorder une prime de 25.000 euros à chaque commune qui acceptera de faciliter la vie des "étrangers" usant d'une autre langue que le français (le néerlandais par exemple). Serait-ce un pied de nez à une Flandre intransigeante ? Allons, pas de mauvaises pensées, s.v.p. !



Par ailleurs, M. Demotte se dit inquiet. Il craint, en effet, des incidents dans l'une ou l'autre commune de la périphérie bruxelloise et parle d'une «étincelle qui ferait exploser le baril de poudre», ce qui ne l'empêche pas de rêver à «un nouveau modèle pour la Belgique». Une Belgique explosée dont il faudrait recoller les éclats. Un vrai puzzle.

Fête "nationale"

«Dans un discours long comme un jour sans pain», Albert II a supplié ses compatriotes «d'inventer de nouvelles formules afin de continuer à vivre ensemble». Bonne chance, Sire, patientez jusqu'au 21 juillet 2009, c'est-à-dire, ironise Luc Delfosse (Le Soir, 22.07), «pas avant de nouvelles et inéluctables élections. Qui devraient conduire le monarque à pleurer encore, comme il le fait

aujourd'hui à travers les yeux de son frère, un pays qui n'existe plus». De profundis.

41% des internautes...

du Vif/L'Express (01.08) sont pour «la séparation du pays». Minorité certes, mais révélatrice de l'évolution de l'opinion wallonne et bruxelloise. 21% souhaitent un «État confédéral». Beaucoup de ces internautes sont sans doute conscients qu'il s'agit là du stade ultime précédant la dislocation de l'État belge. 26% croient en un approfondissement du fédéralisme. Enfin, 12 %, sourds et aveugles à toute réalité, désirent le statu quo institutionnel, à l'instar des députés-autruches du Parlement wallon qui, unanimement, le 16 juillet, refusaient toute réforme «qui remettrait en cause le fédéralisme belge». Na !

Jacques Liénard

Solutions des jeux de la p. 8 :

- 1. mentor
- 2. mercatique
- 3. publipostage
- 4. hameçonnage
- 5. exclusivité

Mots croisés 80

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I	P	O	M	M	E	B	A	N	A	N	E	
II	O	R	A	N	G	E	S	U	C	O	N	
III	I	N	N	A	M	I	E	T	I	C		
IV	R	E	G	A	L	E	P	O	I	R	E	
V	E	U	S	E	R	A	S	O	N			
VI	S	E	C	G	U	I	G	N	E	S		
VII	G	E	R	E	E	E	R	E				
VIII	R	A	I	S	I	N	S	N	I	E	R	
IX	O	N	D	E	C	I	L	S	I			
X	S	T	E	M	E	R	E	A	N	S		
XI	E	N	O	I	S	E	E	S	T	E		
XII	I	N	T	R	O	N	A	S	S	E	S	
XIII	L	O	I	C	A	E	N	I	A			
XIV	L	I	T	C	H	I	S	E	D	A	M	
XV	E	X	E	T	E	R	P	R	U	N	E	

Extraits du blog de Claude Thaysse : Jeudi 14 août 2008

Nos profs contrôlés en flamand et par des Flamands ? Incompétence, bêtise ou... ?

Les personnels de l'enseignement de la Communauté française (si peu, si peu) dite «Wallonie-Bruxelles» doivent désormais envoyer leurs certificats médicaux en Flandre (*). Si ce document dont j'ai reçu copie est authentique (il l'est, car qui aurait eu intérêt à l'inventer ?), ne peut-on pas dire qu'au-delà des règles en matière d'appel d'offre, ce genre de démission est pour le moins coupable ? Je ne suis pas juriste, mais une telle tâche de contrôle administratif concernant les droits des personnes ne devrait-elle pas relever, par sa nature même, de la compétence exclusive et surtout inaliénable de cette institution publique ?

Et qu'on ne vienne pas parler de difficultés financières. N'y-a-t-il pas surtout faute politique dans notre contexte institutionnel en confiant à un organisme privé flamand, non seulement le contrôle d'agents de notre communauté linguistique, mais aussi des informations qui seront — rien ne restant secret à notre époque — n'en doutons pas utilisées par les politiques flamands lors des négociations futures ? J'imagine

déjà les gros titres de la presse flamande...

Deux questions parmi d'autres : en quelle langue se feront les contrôles et en quelle langue devront être rédigés les certificats médicaux ? Souvenons-nous que le décret de la communauté culturelle néerlandaise du 19 juillet 1973, plus connu sous l'appellation «décret de septembre», impose l'usage du flamand dans les relations sociales et s'applique à toutes les entreprises dont le siège d'exploitation est situé dans la région de langue néerlandaise, ainsi qu'à tous les travailleurs occupés dans cette région. On ne va quand même pas les obliger à baragouiner le français ! Quoique... baragouiner le français, n'est ce pas déjà ce que font tous les Flamands réputés parfaits bilingues ?

(*) Entendons-nous, je ne reproche pas évidemment aux Flamands le droit de faire des affaires... Mais je n'admets pas que ceux qui nous gouvernent puissent faire n'importe quoi avec notre argent et manquer de respect envers nos concitoyens.

Les "anges danseurs" du régime sont à l'œuvre

À défaut de succès sportifs, espérant profiter de la trêve olympique, les forces nationalistes belges qui espèrent un apaisement des "tensions linguistiques" (délicat euphémisme !) ne perdent pas de temps pour occuper le terrain médiatique.

Ainsi, la nouvelle campagne de re-belgification et de culpabilisation des Wallons déclenchée suite au sondage encourageant mais conjoncturel du *Soir* et de la *Voix du Nord*, dont on a beaucoup parlé, bat son plein. Désormais, nous, Wallons, serions en fait des... Flamands ! Après le quotidien portant un nom prédestiné la *Dernière heure*, la RTB(f) en a rajouté plusieurs couches... Faisant écho à une enquête, ils affirment (sans rire) que les Flamands maîtrisent toujours mieux les langues étrangères que les Wallons. La preuve ? 59% des Flamands parlent le français tandis que 19% des Wallons peuvent discuter dans la langue de Vondel. Et alors ? L'utilité n'est pas la même, combien de Wallons ont besoin de connaître le néerlandais ? Et (clin

d'œil !) depuis quand le français est-il une langue étrangère ?

Mais il y a pire : au JT de 19h30 de ce mercredi 13 août, la RTB(f) a rappelé d'entrée de jeu l'affirmation de la *DH* et n'a pas hésité à faire écho à la propagande flamande, reprenant cette vieille antienne que des "Flamands sont venus travailler dans les mines pour occuper les emplois dont les Wallons ne voulaient pas. Wallons qui en ont (évidemment !) profité pour les exploiter.". Ce qui est évidemment faux.

Tout d'abord, c'est méconnaître scandaleusement la condition ouvrière de cette époque. Ensuite, les Wallons ont été les premiers et les plus nombreux à descendre dans les mines et à souffrir de conditions de travail souvent inhumaines. Si les Flamands et ensuite d'autres nationalités sont venus les rejoindre, c'est parce que l'activité économique a fait appel à l'immigration. Si la Flandre de l'époque était certes rurale, il faut se rappeler que des "Wallons ruraux" ont d'abord été contraints de recourir à ces emplois pour survivre. Dans mon petit village de Hesbaye braban-

çonne (Orbais), pourtant éloigné des sites miniers, j'ai connu bon nombre d'anciens mineurs atteints de silicose, y compris dans ma famille, qui étaient revenus "au pays" après avoir sacrifié leurs jeunes années "à la fosse" ! Il est évident que le répit observé actuellement dans la crise existentielle belge n'est qu'apparent et dû au fait que la plupart des décideurs sont en vacances à l'étranger. Aucun apaisement durable n'est en effet prévisible, l'incident des drapeaux de Lennik en est une preuve, et si certains craignent la partition de la Belgique en la qualifiant "d'hypothèse sérieuse", d'autres voient plus loin et se préparent à l'après-Belgique. C'est le cas des commissions de préparation des arguments destinés aux États généraux de la Wallonie.

Le feu couve toujours. Et ce n'est pas l'entrée en scène du trio des "médiateurs du Roi", voulu seulement par les présidents des partis francophones, qui empêchera un succès des listes indépendantistes en Flandre.

Un extrait du livre *Wallons et Bruxellois avec la France de Paul-Henry Gendebien* (Regard sur l'actualité, site internet www.rwf.be - 27 novembre 2007)

Paradoxe : sauver la Belgique grâce à la «technique du salami»

Chaque journée de pseudo négociations «orangistes» enfonce un clou supplémentaire dans le cercueil belge. Fidèles à leur cahier revendicatif de 1999, les partis flamands s'activent non pas à construire un quelconque projet pour l'avenir de l'État belge, mais à «achever», à l'étouffée, un pays qu'ils n'aiment plus. Qu'on ne s'y trompe pas : la nouvelle génération politique flamande est largement «débelgifiée». Les Geert Bourgeois et autres nationalistes présents dans les trois formations traditionnelles ne se laisseront plus fléchir par des compromis auxquels l'ancienne *Volksunie* finissait par se rallier. Ces Messieurs ont déjà un pied hors de la Belgique et le peuple flamand les soutient, comme on s'en apercevra au scrutin régional de 2009 pour autant que des élections se déroulent encore dans un cadre belge... Nous l'annonçons depuis des années en nous fondant sur des analyses rigoureuses : un État émergent tel que la Flandre ne peut pas cohabiter indéfiniment avec un État agonisant. Refusant nos avertissements répétés, la classe politico-médiatique francophone s'est voulue belgiciste jusqu'à l'absurde. Aujourd'hui, voici nos dirigeants dépourvus de stratégie, de vision, de volonté. Quoi qu'ils fassent pour sortir de leur labyrinthe infernal, ils n'échapperont pas au plus dramatique des paradoxes : pour sauver une Belgique qui demeure leur seul et indépassable horizon, ils sont contraints d'accepter la «technique du salami» imposée par la Flandre, à savoir de transférer de nouvelles compétences régaliennes vers les régions.

Le temps du non-dialogue est arrivé. Les contradictions produites par notre conflit de nationalités sont telles qu'un gouvernement fédéral actif n'est plus possible en raison même de ces contradictions fatales. Rappelons-les brièvement.

1. Pour les partis flamands, il n'y a aucune différence entre l'institutionnel et le socio-économique. Pour eux, c'est

justement au nom des «vrais problèmes des gens» qu'il convient d'obtenir de nouvelles avancées autonomistes. Et c'est au nom de la cohérence gestionnaire qu'ils exigent des blocs de compétences homogènes.

2. La Flandre et la Belgique francophone affichent des interprétations divergentes du droit, notamment en ce qui concerne le statut des communes à facilités. Le rétrécissement de l'espace juridique commun et les atteintes à l'État de droit conduisent à l'obsolescence de l'espace politique commun, prélude à la partition.

3. En Flandre, l'interface dynamique et permanente qui unit la société civile et la société politique engendre un projet à la fois national et sociétal. Après une phase culturelle et une phase politique, le mouvement flamand opère aujourd'hui une convergence avec le monde des affaires. C'est la phase économique de l'émancipation flamande. L'objectif est clair : c'est la Flandre elle-même qui doit organiser sa propre adaptation aux défis de la mondialisation dès lors que l'État belge est jugé inapte à y répondre lui-même. Il va de soi que la Wallonie, à tort ou à raison, pense le contraire.

La conséquence de ces contradictions, c'est que l'échec menace n'importe quelle formule gouvernementale, qu'il s'agisse de l'orangisme, de la tripartite, de Verhofstadt III ou encore d'une équipe de faux sages ou de vrais «hommes en colère». Et c'est aussi une illusion de penser que tout irait mieux sans la N-VA, ou grâce à une rupture du cartel CD&V-NVA, car elle donnerait immédiatement naissance à un autre cartel nationaliste encore plus puissant.

L'autre illusion francophone est de raisonner comme s'il existait encore un CVP qui aurait seulement changé de nom. L'ancien CVP n'est plus. Le vieux «parti du trône et de l'autel», pilier de la monarchie et du royaume, est mort. À preuve, les initiatives du Roi sont désormais contrariées. Il y a quinze jours, un

communiqué du Palais Royal demandait un gouvernement dans un délai rapproché ainsi que l'instauration d'une convention institutionnelle. C'est un double échec. Quant au contentieux communautaire lui-même, il s'est lourdement aggravé depuis six mois, dans un climat de méfiance encore plus orangeux. L'arrondissement électoral BHV, la (non-) nomination des trois bourgmestres, les nouvelles contraintes annoncées à l'encontre des écoles primaires francophones de la périphérie, voilà autant de bombes à retardement et à fragmentation. Se croyant obligés d'encaisser des gifles à répétition pour sauver leur Belgique, les partis francophones orangistes deviennent pathétiques. Leurs gesticulations querelleuses démontrent que le front des francophones n'était pas fondé sur une véritable stratégie. Ce n'était qu'un faux-semblant à vocation publicitaire et électoraliste. Il faudrait avoir le courage de le reconnaître : s'il n'y a pas de stratégie ni d'union francophone, c'est parce qu'il n'y a pas de consistance nationale ni de véritable société politique wallo-bruxelloise. Mendier la charité politique à la Flandre au nom d'une belgitude dépassée est intenable. La dégradation accélérée de la crise de régime en crise existentielle imposerait plutôt des réunions immédiates de nos Parlements régionaux à Namur et à Bruxelles. Qu'ils débattent de l'avenir de nos populations et se concertent ensuite pour assumer leurs convergences. Les Wallons, mais aussi les Bruxellois, ont besoin à tout prix d'un État respecté et responsable, qui ne peut plus être l'État belge. Ils ont besoin, tout autant, de retrouver le sens de l'État, les valeurs citoyennes et donc républicaines, la cohésion nationale qui serait le socle d'une société politique digne de ce nom.

Cette cohésion, ces valeurs, cet État, c'est dans le cadre de la République française que nous pourrions les obtenir, et nulle part ailleurs. ■

Wallonie-France

Rédaction :

49 B, av. C. de Gerlache, 4000 Liège
Tél. + fax: 04 253 26 47

Rédacteur en chef : Jacques LIÉNARD

Secrétaire de rédaction :

Adrien LAURANT — tél. 085 51 25 52.

Secrétaire adjoint : Monique WESMAEL

Composition et mise en page :

Monique WESMAEL

Trésorier : Jacques BONNIVERT

tél. 04 388 20 90.

Éditeur responsable :

Jacques-Yves CHARLIER,
34, rue de la Baume,
4470 St-Georges s/Meuse
Tél. + fax: 04 275 36 20
GSM: 0477 29 63 24.

Correspondant en France :

Pierre MÉLOT, Le Barsac, 07230 Payzac
Tél. 0033 (0) 4 75 39 99 32.

Avec la collaboration de

Mme Edwige FASTREZ ;

MM. Pierre BERTRAND, CHANTECLER,
Cédric CHOPIN, Jacques DEHAES,
Marc DE MIDDELEER, Guy DENIS,
François DETIF, Jean DUFRANE,
Paul DURIEUX, Roland FERRIER,
Joël GOFFIN, Jean-Sébastien JAMART,
Daniel JOZIC, Michel LEMMENS,
Michel MARTENS, Pierre MÉLOT,
OCULUS, Claudio OPASSICH,
André PATRIS, Marc PHILIPPE,
Georges RÉGIBEAU,
Jacques ROGISSART, Jean-Paul ROOS,
Eric SMETS, Marc SUTTOR,
René SWENNEN, Claude THAYSE.

Sous le parrainage de

MM. Pierre BERTRAND,
sénateur honoraire,
Robert COLLIGNON,
ancien président du Parlement wallon,
Philippe DETROZ, professeur,
Albert SALON,
ancien ambassadeur de France
président du Forum francophone
international (FFI)
et de l'Avenir de la langue française,
Dr Jean-Pierre LEVECOQ, ancien député,
André PATRIS, directeur honoraire de la
Maison de la Francité,
Roger PINON,
professeur d'école normale e.r.,
Me René SWENNEN, écrivain et avocat
aux barreaux de Liège et de Paris.

position convaincue une attitude convaincante!

Deux formules sont à votre disposition pour propager cette solution d'avenir:

* sur simple demande adressée au rédacteur en chef (coordonnées ci-contre), vous recevrez gratuitement d'anciens numéros de *Wallonie-France* (dans la limite des stocks encore disponibles).

* vous pouvez vous abonner à l'essai (ou offrir un abonnement à un proche, un ami pour quelques mois à titre de cadeau). Il vous suffit de remplir le bulletin de commande ci-dessous (à détacher, photocopier ou recopier)

Je soussigné:
rue n°
code postal. localité.

prie l'éditeur responsable de *Wallonie-France* de faire bénéficier d'un abonnement de 6 mois la personne dont le nom suit,

Mme, Mlle, M.
rue n°
code postal. localité.
pendant 6 mois (3 numéros) à partir du mois du n°

Je verse la somme de faveur de 6 euros (3 numéros) sur le compte bancaire n° 068-227198376 de *Wallonie-France* à 4130 Tilff.

Pour la France, paiement par chèque en précisant bien nom et adresse au trésorier (coordonnées ci-dessous).

Je désire (Je ne désire pas)* que mon identité soit communiquée au destinataire de cet abonnement cadeau.

* Biffer les mentions inutiles.

Date: Signature:

Abonnement			
	Belgique	France et Europe	
simple	17,00 euros	19,50 euros	
soutien:	22,00 euros	24,50 euros	
étudiant, chômeur:	8,00 euros	10,50 euros	

À verser au compte **068-2271983-76** de *Wallonie-France* à 4130 Tilff
Pour la France, paiement par chèque en précisant bien nom et adresse au trésorier M. Jacques Bonnivert, 14, rue des Aubépines, B 4130 Tilff.